

Programmation de
l'équipe d'organisation
communautaire

1989-92

et

Plan d'action

1989-90

CLSC

Hochelaga-Maisonneuve

S'organiser
S'entraider
S'en
Sortir



L'équipe d'organisation communautaire

Gilles Beauchamp, organisateur communautaire
Micheline P.Cappelli, travailleuse communautaire**
Serge Dulude, travailleur communautaire
Odile Lachapelle, organisatrice communautaire
Gisèle Latreille, travailleuse communautaire
Louise Lépine, nutritionniste*
Raymonde Levasseur, agente de relations humaines*
Jean-Robert Primeau, organisateur communautaire
Huguette Robert, travailleuse communautaire*
Jean Rouleau, organisateur communautaire
Louis Roy, agent de relations humaines
Hélène Whiting, travailleuse communautaire

Avec la participation de
Anne Guilbault, travailleuse communautaire

*) postes rattachés à d'autres centres d'activités

**) poste "temps partiel occasionnel"

Le comité de programmation

Gilles Beauchamp
Louise Lépine
Jean-Robert Primeau
Huguette Robert
Jean Rouleau

Avec la précieuse collaboration des secrétaires
Diane Labelle-Gagnon et *Agathe Dubé*

La coordonnatrice du module socio-communautaire

Hélène Fleury

Mise en page: *Gilles Beauchamp*

Illustrations: *Huguette Robert*

Cartographie: *Gilles Beauchamp* assisté de *Luc Carrol*

S'organiser, s'entraider, s'en sortir

Programmation de l'équipe d'organisation communautaire

1989-92

et

Plan d'action

1989-90

CLSC Hochelaga-Maisonneuve

Janvier 1990

*Une démarche collégiale
autour d'une stratégie commune
fondée sur une connaissance vivante du
milieu afin d'améliorer la qualité de la vie*

NOTE: Afin de faciliter la lecture de ce texte,
le genre masculin désignera autant les femmes que
les hommes

Table des matières

Présentation	1
Introduction	3
Un portrait de la situation	5
Un quartier ouvrier en transition	5
Une histoire d'opposition	6
Un quartier dynamique	6
Mission et stratégies de l'équipe d'organisation communautaire	7
Le CLSC	7
Le CLSC Hochelaga-Maisonneuve	7
Le service d'organisation communautaire	8
La mission du service	8
L'avenir est au communautaire!	10
Des problématiques multiples	11
Les 30 dossiers du programme	13
Soutien aux familles	17
Projet Été	19
Halte-répit H-M	20
Je Passe Partout	21
Le Comptoir alimentaire de rencontres de références et d'entraide (Le CARRE)	22
Le Chic Resto-Pop	23
Coalition sur l'alimentation dans H-M	24
Cuisine collective H-M	26
Collectif du 8 mars H-M	27
Jeunesse	28
Concertation jeunesse H-M	30
Les Habitations l'Escalier de Montréal	31
Clinique des jeunes	32
Relaxation	33
Sexualité	34
Logement et environnement	35
Collectif en aménagement urbain H-M	37
Hébergement Humano	39
Société d'habitation populaire de l'est de Montréal (SHAPEM)	40
Entraide Logement H-M	41
Soutien aux comités d'HLM	42
Santé	43
Regroupement de prévention primaire en santé mentale	45

Rencontres d'information sur la santé, l'alimentation et l'environnement	46
Enceintes en santé	47
Santé mentale première ligne	48
Prévention santé	49
Aide sociale et employabilité	50
FORMEC (formation, emploi coopératif)	52
Comité sur la réforme de l'aide sociale	53
Viellissement et maintien à domicile	54
Les Grands ménages Manie-Tout	56
Table régionale de services complémentaires en maintien à domicile	57
Marche des aînés	58
Club santé	59
Vigilance des facteurs	60
Conclusion	61
Bibliographie	62

Annexe

Pluralisme et participation	63
Préambule	63
Introduction	64
4 prémisses fondamentales sur la société	65
Quels objectifs de changement?	66
Rôles de l'organisateur communautaire	67
Les organismes communautaires	68
Quatre stratégies organisationnelles	71
Des stratégies ni étanches, ni exclusives	75
Les contraintes du financement	77
Organiser en des temps conservateurs	78
Et l'avenir	79

Liste des cartes

Le quartier Hochelaga-Maisonneuve	15
La monoparentalité	16
Enfants de 0 à 14 ans	16
Familles avec revenus de moins de \$10,000	18
Jeunes de 15 à 24 ans	29
Logements construits avant 1946	36
Taux d'activité	51
Personnes de 65 ans et plus	55

Présentation

Ce document constitue la programmation de l'équipe d'organisation communautaire du CLSC Hochelaga-Maisonneuve.

Vu la taille importante de l'équipe, il devenait impératif de se donner un document de référence commun servant de guide à notre intervention.

Vous retrouverez donc dans ces pages un concentré de ce que nous **sommes**, de ce que nous **savons** et de ce que nous **faisons** comme équipe.

Nous aurions pu conserver ce document parmi nous si nous n'avions pas eu l'intention manifeste de nous situer par rapport aux autres équipes du CLSC, par rapport à l'institution et par rapport au milieu où nous intervenons. Ce qui est en train de devenir une des caractéristiques majeures de cette fin de siècle, la visibilité, nous a donc motivés pour la publication de ce texte.

Nous jugeons important que nos pairs et l'institution prennent connaissance de nos positions, soit pour s'en inspirer, soit pour nous suggérer des réorientations. Il nous paraît aussi important que les intervenants du milieu, ceux avec lesquels nous travaillons au quotidien et tous les autres intéressés à notre action connaissent nos couleurs et puissent avoir prise sur notre action. Notre équipe étant enfin une des nombreuses existant au Québec, nous nous adressons à tous nos pairs des CLSC et aux universitaires, enseignants et étudiants intéressés.

Le texte que vous avez entre les mains est le résultat d'un long processus de discussion et de réflexion de notre équipe qui s'est étalé sur plusieurs années. Ce processus s'est intensifié à partir d'avril 1988 avec l'aide de messieurs Laval Doucet et Louis Favreau, professeurs en Service social, respectivement à l'université Laval et à l'université du Québec à Hull. Ils sont venus dans notre équipe animer cinq sessions de formation devant mener à la production de notre programmation.

Cette programmation est la première à être présentée sous une forme aussi complète depuis celle du service d'action communautaire de 1975-76. Vous comprendrez alors facilement notre hâte à vous la présenter malgré des lacunes évidentes. En effet, notre satisfaction

face au travail accompli ne va pas jusqu'à nous aveugler quant aux faiblesses de cette programmation.

Ce texte constitue une étape dans le travail à poursuivre: refléter plus justement les besoins et le dynamisme du milieu, développer davantage d'outils de planification et d'évaluation de nos interventions. C'est tout le secteur de l'intervention sociale qui manque ainsi d'outils fiables de mesure et d'évaluation. Alors, le secteur communautaire, intervenant dans des problématiques multiples et complexes ne fait pas de miracles!

La taille de notre équipe est relativement importante: nous sommes douze. Tous ne sont pas à temps plein, tous ne jouissent pas de la permanence. Mais, douze personnes tout de même qui, sur certains sujets, apportent des points de vue divergents. Ce que vous retrouverez dans ces pages représente **l'atteinte d'un consensus**. Pour le reste, il faudra bien attendre à la prochaine programmation! Nous avons bien l'intention de nous pencher d'ici-là sur des questions non résolues et de développer d'autres outils de travail.

Nous demandons aussi la compréhension du lecteur en ce qui a trait à la diversité des styles d'écriture particulièrement dans la partie comprenant la description des différents dossiers. Cette diversité est à l'image de nos pratiques et de nos formations différentes. Nous ne pouvions nous permettre de libérer un intervenant pour tout réécrire! La diversité des postes existant dans l'équipe peut aussi expliquer des différences dans le type de tâches accomplies.

Sachez enfin, lecteur, que cette programmation ne se veut pas notre testament mais plutôt un engagement à poursuivre le travail et à l'améliorer.

Introduction

Il n'y a pas toujours eu d'équipe d'organisation communautaire au CLSC Hochelaga-Maisonneuve. L'équipe actuelle a vu le jour il y a près de six ans après une interruption de trois ans environ.

Nous percevons cette reconstitution de l'équipe comme une reconnaissance par le CLSC de l'importance à accorder à ce type de pratique. Nous le voyons comme un appui concret de l'institution aux buts et aux méthodes de l'organisation communautaire et à la nécessité d'un travail d'équipe pour le questionnement et la consolidation de la pratique communautaire.

Plusieurs des champs d'intervention et des dossiers ont été choisis avant la venue au monde de l'équipe actuelle. Nous avons donc procédé à la mise en commun de nos dossiers. Cela nous a conduits à une programmation unifiée de l'équipe. Cette démarche fut, tout au long, respectueuse des acquis, des pratiques et des logiques inhérentes aux dynamiques sociales en cause dans les différents dossiers.

Nous soulignons le fait que la plupart de nos dossiers ont été élaborés en alliance active avec des organismes du milieu en réponses à des besoins concrets.

S'il peut parfois nous sembler que l'organisation communautaire en CLSC n'est pas promise à un avenir radieux dans les visées du Ministère de la Santé et des Services Sociaux (MSSS), cela ne peut nous faire oublier la situation peu reluisante vécue actuellement par la majorité des organismes communautaires. Les intervenants d'organismes avec lesquels nous travaillons connaissent souvent des emplois précaires, des salaires faibles, des conditions de travail pénibles. Et cela, dans un contexte de détérioration des conditions sociales générales et de l'aggravation des problèmes soumis aux organismes communautaires.

Nous croyons impératif pour le gouvernement et le MSSS de traduire la reconnaissance des organismes communautaires en un financement adéquat, à la mesure du rôle majeur qu'ils jouent. En tout cas, sans eux, la programmation que vous vous apprêtez à lire serait plus mince et d'une saveur très différente.

Vous allez donc retrouver dans ce document un **portrait synthèse** de la situation du quartier qui nous a guidés dans le choix des **stratégies** de l'équipe, compte tenu aussi de la **mission** du CLSC. Suivi de la liste des **champs d'intervention** qui regroupent les 30 dossiers actifs de l'équipe. Chacun des **dossiers** est ensuite présenté à l'aide d'une grille uniforme.

L'intention était moins d'être exhaustif concernant la conjoncture, les enjeux et les acteurs impliqués dans chacun de ces dossiers que de donner une brève présentation des objectifs visés, des terrains occupés. Tout cela pour permettre aux intervenants du CLSC ainsi qu'à des intervenants du quartier et de l'extérieur de mieux saisir notre réalité.

Suite à une brève **conclusion**, vous découvrirez en annexe un **modèle d'organisation communautaire** qui a fait le plus large consensus, sinon l'unanimité au sein de notre équipe. Il s'agit d'une traduction libre d'un document de Grosser et Mondros.

Un portrait de la situation

Un quartier ouvrier en transition

Longeant le fleuve Saint-Laurent, le quartier Hochelaga-Maisonneuve est situé à l'est du centre-ville de Montréal. Il se distingue par la juxtaposition fréquente de bâtiments industriels et résidentiels. De plus, les bâtiments industriels et les maisons y ont été dans de nombreux cas construits au début du siècle. Cela confère à certains secteurs du quartier une grande vétusté à laquelle s'ajoute souvent une dégradation causée par la négligence des propriétaires.

La population résidente était autrefois en majorité ouvrière. La transformation de l'économie aura eu raison de plusieurs des grandes entreprises manufacturières du début du siècle. Les ouvriers qui animaient ces entreprises ont dû, quand ils le pouvaient, s'orienter dans d'autres sphères d'activité. Les vagues successives de mises à pied ont cruellement touché une main-d'oeuvre non spécialisée et la plupart du temps sous-scolarisée. La majorité de ces emplois n'ont pas été remplacés et les travailleurs ont été laissés pour compte. Une période de chômage suivie de l'aide sociale: voilà le sort qui a été réservé à une fraction importante de cette population. Exclu du marché du travail pour treize mois ou plus, il est généralement reconnu qu'un travailleur a peu de possibilités de se retrouver un emploi qu'il pourra conserver. Il ne reste comme alternative que de survivre avec l'aide sociale.

C'est ainsi qu'en moins de trente-cinq ans un quartier industriel actif s'est graduellement transformé en un quartier vieillissant où près de la moitié de la population vit de différents paiements de transferts gouvernementaux.

Cette transformation fut accélérée en 1970 par le départ brusque de milliers de personnes "victimes sacrificielles" de la déesse automobile: 1,200 logements rasés à cause du projet d'autoroute "est-ouest".

Cette saignée vient s'ajouter à la tendance générale de dénatalité pour produire une baisse démographique très prononcée: la population du quartier est passée de 80,000 personnes en 1961 à 50,000 en 1986.

Une histoire d'opposition

Depuis toujours, le quartier Hochelaga-Maisonneuve s'est distingué, tant par sa culture politique que par son tissu social "tricoté serré". Politiquement plus souvent dans l'opposition qu'au pouvoir (avec Alphonse Verville, William Tremblay, au début de ce siècle, puis avec Robert Burns et Louise Harel) le quartier s'est très tôt affiché comme nationaliste. L'opposition et la résistance à la culture dominante, à ce qui vient de l'extérieur, caractérisent bien le mode de vie des quartiers populaires. Ce qui rend d'autant plus difficile le "prêche" en faveur de valeurs nouvelles visant l'amélioration de la santé: prévention, exercice physique, alimentation saine... qui sont davantage des préoccupations des classes moyennes que des classes populaires. "...le sens épicurien de la vie quotidienne dans la culture populaire s'oppose à l'importance des préoccupations reliées à la sécurité dans la culture bourgeoise" (Paquet, 1989, p.98).

Un quartier dynamique

Il faut compter avec ces résistances et ces différences culturelles plutôt que de tenter de les aplanir, quand on veut intervenir dans le quartier. D'autant que ces différences vont souvent dans le sens de l'entraide, de l'attachement au quartier, du sentiment d'appartenance. Nous devons intervenir dans un quartier marqué par la pauvreté, les fermetures d'usines, l'aide sociale et le vieillissement. Mais aussi par le dynamisme de ses organismes (près de 100 sont répertoriés dans le Bottin de ressources du quartier) et de son mouvement populaire. Il existe en effet dans notre quartier, plus particulièrement depuis une vingtaine d'années, une force populaire oeuvrant à l'amélioration des conditions de vie des citoyens. C'est cette même dynamique qui aura permis au CLSC Hochelaga-Maisonneuve de naître, parmi les premiers du réseau. Depuis lors, la grande majorité des dossiers développés par notre équipe l'ont été en collaboration avec un organisme ou l'autre quand ce n'est pas avec une coalition d'organismes.

Mission et stratégies de l'équipe d'organisation communautaire

Le CLSC

Le Centre local de services communautaires (CLSC) est une création originale du réseau de santé et de services sociaux québécois. Originale à cause de son approche à la fois sanitaire et sociale. Une orientation qualifiée de globale, préventive et communautaire, à quoi il faut ajouter, particulièrement dans les quartiers populaires au début des années 70, un désir de la population locale de s'approcher et de s'appropriier les services qui étaient jusqu'alors éloignés physiquement et culturellement.

Le CLSC Hochelaga-Maisonneuve

À l'issue d'une mobilisation populaire, qui portait sur un projet de **Centre communautaire**, le CLSC fut mis sur pied. Compromis entre le projet populaire qui devait allier des services sociaux, de santé et d'éducation populaire et les plans du ministère des affaires sociales de l'époque, qui songeait plutôt à des **Centres locaux de santé** (CLS).

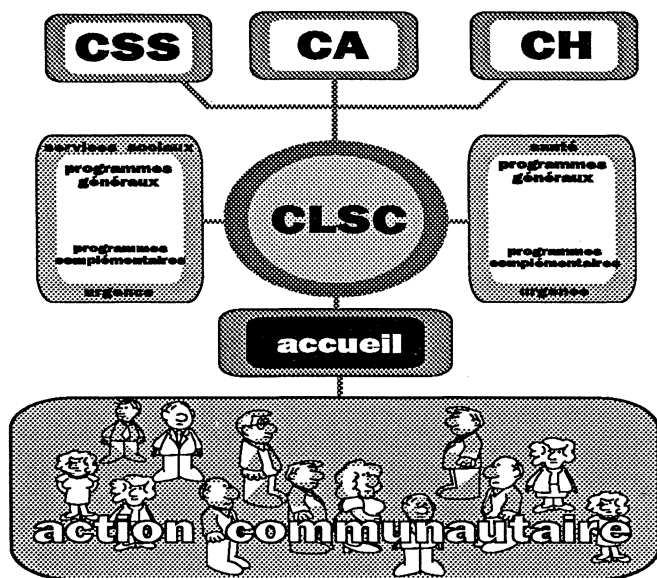
La mobilisation populaire ne s'est pas arrêtée là: le groupe fondateur a dû défendre sa programmation qui comprenait un important volet communautaire. À plusieurs reprises, le conseil d'administration, accompagné de citoyens du quartier, a dû se rendre à Québec, pour faire comprendre aux fonctionnaires ce qu'était leur projet de CLSC.

Après dix-sept ans d'existence, le CLSC a su marquer le quartier, tout comme le quartier a fait sien le CLSC: en association étroite avec le milieu, de nouveaux services, de nouveaux organismes se sont développés. Aujourd'hui engagé auprès de clientèles toujours plus nombreuses, le CLSC continue d'être "**au coeur du quartier**". La mission d'origine du CLSC devait **rapprocher physiquement et culturellement les services de santé et les services sociaux des gens d'ici**. Cette mission première de rendre accessible des outils de promotion sociale et sanitaire est **toujours** à l'ordre du jour.

Population vieillissante, jeunesse désœuvrée, décrocheurs, familles démunies, jeunes mères sans ressources... les défis ne manquent pas aux équipes du CLSC. Ces défis sont d'autant plus grands et urgents que **la quantité de ressources est désormais limitée**.

Le service d'organisation communautaire

La participation populaire au processus de mise sur pied du CLSC aura marqué sa première programmation. A l'époque, on définissait le secteur communautaire comme l'un des trois axes de base de la programmation (1974): santé, social et communautaire. Même dans le réseau des affaires sociales, on en faisait **la base, la porte d'accès aux ressources**. (cf. encadré)



Organigramme tiré de la revue "65 à l'heure", numéro consacré aux CLSC, en 1972

C'était l'époque des grands idéaux et les promoteurs de cette nouvelle institution y voyaient un moyen de **transformer profondément les pratiques des professionnels de la santé et des services sociaux** et d'aider la population à **améliorer ses habitudes et ses conditions de vie**. Autant dire changer la face du monde!!

Si les objectifs visés par cette institution semblent aujourd'hui plus modestes et mieux intégrés au réseau de la santé et des services sociaux, l'équipe d'organisation communautaire s'emploie toujours à l'amélioration des conditions, des habitudes de vie et des pratiques professionnelles.

La mission du service

Un quartier populaire comme le nôtre concentre un grand nombre de problématiques sociales et de maladies de société. Les défis ne manquent ni à l'engagement professionnel, ni à l'action sociale et communautaire.

Tous les projets d'organisation communautaire initiés ou soutenus par l'équipe n'ont plus nécessairement en toile de fond un projet de changement global et radical de la société. Ils continuent cependant d'être orientés vers:

- **L'appui aux initiatives du milieu;**
- **La promotion et le développement de ressources et de services répondant aux besoins du milieu;**
- **L'acquisition de pouvoirs, d'habiletés et d'autonomie par la population;**
- **La défense des droits des exclus et des démunis;**
- **Le combat contre les inégalités sociales;**
- **Une plus grande responsabilité des décideurs face aux conséquences de leurs actions ou de leur inaction.**

Les stratégies d'organisation communautaire

Dans un monde où les plus forts, les plus riches, les plus beaux dominent sans partage, et se croient justifiés de le faire, une telle mission ne va pas sans soulever quelques réticences, ni rebrousser quelques poils!

Le **conflit** et les **rapports de force** sont inévitables et font partie intégrante de la dynamique sociale. La stratégie de confrontation qui amène un groupe à s'opposer à un autre pour le faire reculer, pour lui arracher ce qu'il ne veut pas céder, peut être la plus rentable dans certaines circonstances. Mais, dans d'autres contextes, elle peut s'avérer nuisible, même animée des meilleures intentions. Aussi avons-nous plusieurs flèches dans notre carquois. Ces stratégies d'action vont du développement personnel et du support moral à la résolution de problèmes; de la participation active aux structures de pouvoir au développement d'alternatives et de contre-pouvoirs. Le lecteur trouvera une description de ces différentes stratégies dans l'annexe: *Pluralisme et participation*.

Le plus souvent ces différentes stratégies vont coexister dans un même grand dossier. Il faudra à la fois développer les compétences et favoriser divers apprentissages chez les membres ou les bénévoles d'un organisme, agir sur le pouvoir, déposer des mémoires, mettre en place certains services et développer un rapport de force.

Les rôles

Ces différentes stratégies se manifesteront par des actions posées et des rôles joués par les membres de l'équipe:

- éduquer, sensibiliser, faire prendre conscience
- développer des ressources
- mobiliser les gens et organiser l'action.

Les acteurs impliqués

Bien que le secteur privé soit de plus en plus souvent sollicité pour soutenir le développement communautaire, la plupart du temps les stratégies d'action et de changement se réaliseront en collaboration avec des organismes communautaires autonomes ou des institutions du réseau public.

L'avenir est au communautaire!

Dans la dernière décennie l'État a souligné de façon insistante la nécessaire autonomie des citoyens et des communautés se déclarant inapte (financièrement mais aussi techniquement et humainement) à répondre à tous les besoins. Ô paradoxe! l'État se faisait en même temps moins généreux dans le financement des initiatives locales et communautaires. Nos partenaires et nous ne sommes pas dupes! Nous utiliserons toutes les tribunes possibles pour dénoncer cet état de choses.

Des problématiques multiples

Malgré le dynamisme de ce quartier, la pauvreté persiste, l'appauvrissement gagne même du terrain. Des problématiques sociales et sanitaires graves découlent de cette situation. Pouvons-nous contrer cette pauvreté? Pouvons-nous travailler à la prévention de ces problèmes sociaux et sanitaires?

Plusieurs observateurs et chercheurs sont convaincus et nous aussi, que la réduction sinon l'élimination de la pauvreté et de ses séquelles viendra d'un nouveau partage des richesses.

En attendant cette remise en question fondamentale, nous avons décidé de relever le défi en nous attaquant à six grandes problématiques:

- Nous offrons un **soutien aux familles** par rapport à leurs compétences parentales.
- Nous travaillons auprès de la **jeunesse** pour tenter de briser le cercle vicieux de la pauvreté.
- Nous intervenons dans les questions du **logement** et de l'**environnement** parce qu'un quartier défavorisé économiquement l'est aussi grandement à ces niveaux.
- Nous intervenons sur certains **déterminants de la santé** de la population sachant très bien que persistent de très grandes inégalités dans ce domaine entre les riches et les pauvres.
- Nous nous devons d'aider les gens à se faire respecter et faire respecter leurs droits dans le cadre de l'application de la nouvelle loi de l'**aide sociale**; face au problème de l'**employabilité**, nous aidons les gens à développer leurs compétences.
- Nous consacrons une bonne part de nos énergies aux conséquences du **vieillessement** et au **maintien à domicile** parce qu'ici comme ailleurs, la population vieillit...et même un peu plus!

Les 30 dossiers du programme

Parmi les six champs d'intervention qui regroupent nos dossiers, quatre correspondent aux groupes cibles prioritaires identifiés par le MSSS:

- soutien aux familles
- jeunesse
- santé
- vieillissement et maintien à domicile.

Les deux autres correspondent à des réalités incontournables de la conjoncture locale:

- logement et environnement
- aide sociale et employabilité.

Vous trouverez dans l'introduction de chaque champ d'intervention des données générales illustrant la situation, suivie d'une description sommaire des dossiers en faisant partie, 30 au total.

À la lecture des dossiers, veuillez noter que:

- La date indiquée en haut à droite est celle de l'ouverture du dossier au CLSC, ce qui n'est pas forcément la date de création de l'organisme.
- À la rubrique "origine", on retrouve l'origine de l'implication du CLSC dans le dossier.
- Le plan d'action qui est décrit est celui de l'intervenant du CLSC et non celui de l'organisme.

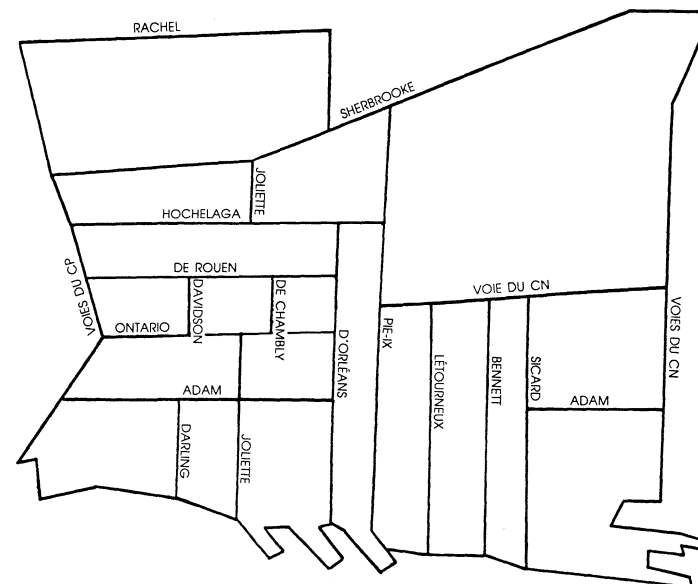
D'autres interventions

Le travail des intervenants de l'équipe communautaire comprend aussi diverses activités qui n'ont pas été compilées ici:

- interventions ponctuelles de support aux groupes
- colloques et activités de formation
- réunions d'équipe

- certains travaux de planification et de rédaction de documents (dont le présent rapport)
- supervision de stagiaires
- rédaction de comptes rendus (statistiques...)
- participation à certaines tables régionales ou nationales:
 - La table de concertation sur la faim du Montréal métropolitain
 - La table de concertation concernant les femmes cheffes de familles
 - Le regroupement des intervenants, intervenantes en action communautaire du Québec
 - Le comité consultatif sur l'enquête Nutrition de Santé Québec
 - Le Comité d'action sociale du Forum des citoyens âgés
 - La table de concertation jeunesse des CLSC, région 6A
- ...

Le quartier Hochelaga-Maisonneuve

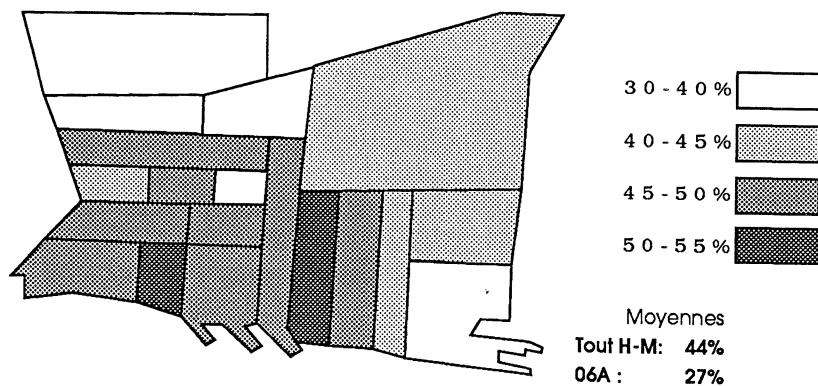


Carte - 1 - Les secteurs de recensement

Source des données: Statistique Canada, 1986

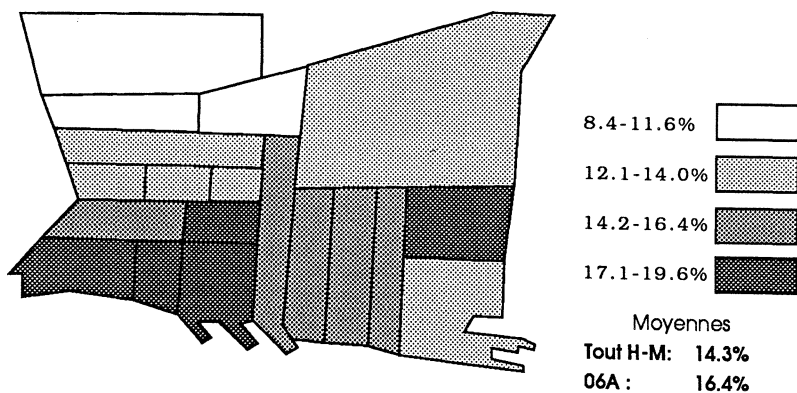
Les **moyennes** auxquelles on réfère pour chaque carte (en bas à droite) sont celles de la région 06A (îles de Montréal, Laval et Bizard) et celles de tout le quartier Hochelaga-Maisonneuve (HM).

La monoparentalité



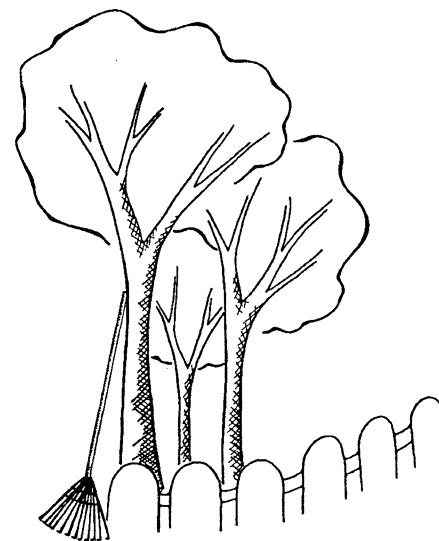
Carte -2- Familles monoparentales, sur le total des familles avec enfants à la maison

Enfants de 0 à 14 ans



Carte -3-

Soutien aux familles



Le quartier comptait 12,510 familles en 1986 dont 8,070 avec enfants (64.5%). Trente-quatre pour-cent (34%) des familles vivent sous le seuil de la pauvreté et 44% des familles avec enfants sont monoparentales. Selon la Table de Concertation Jeunesse, près de 30% des jeunes de moins de 25 ans n'obtiennent qu'un diplôme d'études secondaires et près de 40% ne terminent pas leurs études secondaires.

Boucler son budget dans une telle précarité économique relève de l'exploit. Une fois le logement, le chauffage, le téléphone et les vêtements payés, il ne reste pas de quoi manger sainement tous les jours du mois. Du manque de nourriture chronique surgissent tôt ou tard des problèmes tant psychologiques que physiques: tensions familiales, culpabilité, dépression, anémie, obésité, léthargie, etc. L'alimentation en qualité et en quantité suffisante est un des déterminants majeurs de la santé. Les personnes appauvries en sont trop souvent privées et cela de plus en plus, car leur situation s'aggrave avec l'application de la loi 37 et la nouvelle loi d'assurance-chômage. L'autre poste compressible: les loisirs. Ils se font rares, surtout si on désire faire garder les enfants; et les vacances d'été, c'est la plupart du temps sur le balcon qu'on les passe. Les devoirs, c'est sur la table de la cuisine, avec la télé qu'on les fait, souvent sans aide ni beaucoup d'encouragement.

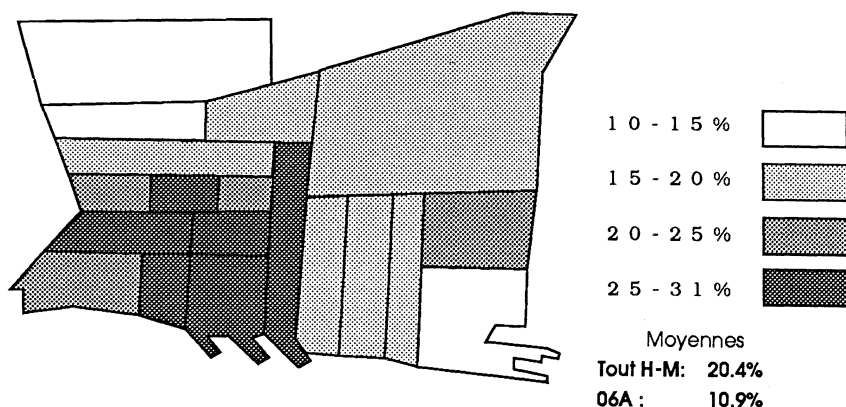
La famille est un "bien" précieux. Nous devons lui offrir le soutien dont elle a besoin pour éviter l'épuisement physique et mental des parents, le décrochage des enfants, la violence en son sein ou son éclatement.

Comme il y a beaucoup à faire, nous avons opté pour:

- l'aide aux familles pour relever le défi alimentaire avec **Le CARRE**, la **Cuisine collective**, la **Coalition sur l'alimentation** et le **Chic Resto-Pop**;
- un service de garde adapté pour donner un peu de repos aux parents avec **la Halte-Répît**;
- l'accessibilité aux loisirs d'été avec le **projet Été**;
- les ateliers de devoirs pour les enfants et le soutien aux parents avec **Je Passe Partout**;
- la sensibilisation des femmes à la revendication de leurs droits et au droit à la fête avec **Le Collectif du 8 mars Hochelaga-Maison-neuve**.

De plus, dans le but d'améliorer nos services à la clientèle, d'éviter les références erronées ou incomplètes ainsi que la multiplication, parfois inutile, des interventions, nous nous proposons d'introduire la méthode de l'intervenant privilégié dans les équipes du CLSC avec lesquelles nous collaborons.

Familles avec revenus de moins de \$10,000



Carte -4-

Projet Été (02/88)

Table de concertation

Origine: Le Projet Été dans le quartier est une initiative du CLSC reçue avec intérêt par les organismes de loisirs pour les jeunes qui ont reconnu le besoin de se concerter, afin de rejoindre plus massivement les jeunes durant l'été.

Problématique: Plusieurs jeunes n'ont pas accès à des loisirs structurés par manque de motivation, de connaissance des ressources ou de revenu familial. Sur 4,720 jeunes de 5 à 14 ans environ 1,000 participent aux activités estivales des organismes du quartier. Conséquences: manque de stimulation, oisiveté, privation d'acquis socio-culturels pour les jeunes, absence de répît pour les parents, jusqu'à la détérioration des relations familiales.

Activités: Le projet vise à rejoindre les jeunes âgés entre 3 et 17 ans et leurs familles, parmi celles qui restent en ville durant l'été. Le projet comprend des événements spéciaux, des camps de vacances, des camps familiaux et des camps de jour. Un travail de dépistage avec référence est réalisé avec la collaboration d'intervenants-jeunesse de secteurs variés pour informer et aider financièrement les jeunes qui en ont le plus grandement besoin.

Objectifs 1992: Que la concertation entre les organismes participants soit consolidée.

Qu'une nouvelle ressource soit mise sur pied.

Plan d'action 1989-90

Participer à la concertation des organismes concernés

- favoriser la prise en charge des événements spéciaux par l'ensemble des organismes membres de la concertation

Coordonner le projet

- mettre en place les moyens techniques nécessaires à l'inscription aux camps d'été et aux camps de jour
- négocier des ententes financières; encadrer le personnel du projet DÉFI; administrer le budget

Évaluation:

- nombre de jeunes rejoints
- degré de satisfaction des parents et leurs suggestions (rencontres)
- bilan de chacune des activités
- degré de participation et de satisfaction des organismes-membres

Intervenantes: Gisèle Latreille 264 heures par année
Huguette Robert 900 heures par année

Durée: 1,164 heures par année

Halte-répît Hochelaga-Maisonneuve (01/87)

Organisme communautaire

Origine: Initiative du CLSC. L'absence d'une halte-garderie ouverte 24 heures par jour, 7 jours sur 7, dont le coût correspond aux revenus des parents qui ont besoin de l'utiliser, tant à cause de leur travail que de leurs activités de loisirs.

Problématique: Les garderies du quartier acceptent très rarement des clients occasionnels. De plus leurs heures d'ouverture se situent entre 7h30 et 18h30 ce qui ne laisse pas de possibilité de gardiennage pour les personnes qui travaillent à des heures "non traditionnelles" ou qui veulent participer à des activités de loisirs le soir ou les fins de semaine. Même quand ils ne travaillent pas à l'extérieur, les parents ont besoin de repos et de loisirs sans leurs enfants, afin de diminuer les tensions et les risques de violence dans les familles.

Activités: La Halte-répît offre un service de halte-garderie pour les familles à faible revenu, en particulier pour les familles dont la mère est le chef. Elle peut accueillir des enfants de 3 mois à 12 ans. La Halte-garderie est un lieu d'apprentissage à la vie en société pour les enfants et de prise de responsabilités collectives pour les parents. D'autre part, elle sera créatrice d'emplois, dans un quartier où ils se font rares.

Objectifs 1992: Que la Halte-répît fonctionne efficacement. Que le réseau d'entraide des parents fonctionne également.

Plan d'action 1989-90

Coordonner le projet

- présenter des demandes de subventions
- chercher de nouveaux membres pour le C.A.
- animer les réunions du C.A., en assurer le secrétariat
- sélectionner et engager du personnel

Demeurer en liens avec d'autres organismes de garde

Évaluation:

- nombre de subventions reçues
- nombre de membres au C.A. et de participants aux rencontres convoquées
- degré de satisfaction des parents et des enfants

Intervenante: Odile Lachapelle

Durée: 16 heures par semaine

Je Passe Partout (06/88)

Organisme communautaire

Origine: Une recherche de "Concertation-jeunesse Hochelaga-Maisonneuve" a démontré que 50% des jeunes ne terminent pas leur secondaire V dans le quartier. De plus, plusieurs parents éprouvent des difficultés à aider leurs enfants dans leurs études et dans la rédaction de leurs devoirs, d'où la nécessité d'agir.

Problématique: La sous-scolarisation est une cause majeure de la pauvreté. Or un milieu familial peu scolarisé ne valorise pas toujours la fréquentation assidue de l'école. On sait également que le taux d'absentéisme est très élevé dans les écoles du quartier. Un grand nombre d'enfants risquent donc de demeurer dans le cercle vicieux de la pauvreté toute leur vie.

Activités: Je Passe Partout anime des ateliers de devoirs pour des élèves qui ont des difficultés d'apprentissage, un grand taux d'absentéisme ou à risque d'échec scolaire. Il intervient également auprès des parents dans la gestion de la période des devoirs.

Objectifs 1992: Que soit développé le partenariat avec la CECM et le MEQ.

Que le projet fonctionne dans toutes les écoles primaires et secondaires du quartier.

Plan d'action 1989-90

Superviser le projet

- encadrer la coordonnatrice du projet
- rédiger les rapports annuels
- animer les réunions du comité promoteur

Présenter le projet à différentes instances

- participer à des colloques, à des conférences
- rencontrer les différentes instances gouvernementales

Collaborer à la recherche de financement stable

- rédiger le document de présentation
- solliciter des donateurs potentiels

Évaluation:

- nombre de personnes rejointes et leur degré de satisfaction
- fonctionnement harmonieux du projet
- augmentation de la stabilité du financement

Intervenante: Raymonde Levasseur

Durée: 10 heures par semaine

Le Comptoir alimentaire de rencontres de références et d'entraide (Le CARRE) (02/87)

Organisme communautaire

Origine: La création du CARRE est une initiative du CLSC qui s'inscrit dans la foulée de son implication dans le projet des paniers de Noël.

Problématique: Environ 40% de la population du quartier vit sous le seuil de la pauvreté. Il lui est presque impossible de ne pas s'endetter à un moment ou à un autre. Cette précarité financière est source de nombreux problèmes psycho-sociaux et même physiques.

Activités: Le CARRE regroupe des personnes appauvries qui ont des problèmes d'endettement et des bénévoles. Rencontres d'information, recherche de financement, formation de bénévoles, planification budgétaire et dons d'aliments, voilà les principales activités du CARRE, sans oublier l'organisation de la distribution d'environ cinq cents paniers de Noël.

Objectifs 1992: Que des membres du CARRE assument entièrement certaines tâches: manutention, inventaire, etc..
Que le financement ou les dons augmente de 10% par rapport à 1989.

Plan d'action 1989-90

Systématiser la recherche de financement

- créer un comité de financement

Poursuivre le service personnalisé à la clientèle

Poursuivre la formation des participants: tâches, conseil d'administration...

Poursuivre le programme d'information en fonction des besoins exprimés et de la conjoncture

- 10 rencontres et 3 numéros du bulletin de liaison

Surveiller l'application de la loi 37

- discuter avec les participants des politiques qui créent ou aggravent la pauvreté

Évaluation:

- participation de membres au C.A. leur degré de satisfaction
- participation de membres aux tâches reliées aux services matériels
- participation des membres aux activités du CARRE et leur degré de satisfaction
- résultats de la recherche de financement

Intervenants: Hélène Whiting 28 heures par semaine
Serge Dulude 28 heures par semaine
Jean-Robert Primeau 7 heures par semaine

Durée: 63 heures par semaine

Le Chic Resto-Pop (1987)

Organisme communautaire

Origine: La responsable du Chic Resto-Pop demande au CLSC de lui fournir son expertise en nutrition et en organisation communautaire.

Problématique: D'une part, les personnes appauvries ne peuvent pas se nourrir sainement à tous les jours, d'autre part, 20% des aliments sont jetés ou gaspillés dans notre société d'abondance. Enfin des jeunes peu scolarisés ont besoin d'un lieu de formation, d'éveil au monde du travail.

Activités: Centre de développement de l'employabilité pour des personnes assistées sociales, le Chic Resto-Pop récupère des surplus d'aliments sains, base d'environ 70,000 repas servis annuellement à des clients appauvris et trop souvent isolés.

Objectifs 1992: Que le Chic Resto-Pop soit reconnu comme lieu d'excellence en formation à l'emploi.
Que la récupération d'aliments augmente de 10% par rapport à 1989.

Plan d'action 1989-90

Soutenir le responsable des opérations quotidiennes

- voir au respect des descriptions de tâches et de l'organigramme
- voir au respect des normes en cuisine des collectivités
- viser la diminution du coût de revient des repas

Faciliter les communications entre les membres du personnel

Soutenir le responsable de la récupération

- maintenir puis augmenter la variété et la quantité d'aliments récupérés
- collaborer avec les autres membres de la Coalition sur l'alimentation dans la redistribution de surplus

Participer au C.A.

Contribuer à l'élaboration de projets de financement

Évaluation:

- qualité des services et des produits
- état du financement à la fin de 1990

Intervenante: Louise Lépine

Durée: 7 à 10 heures par semaine

Coalition sur l'alimentation dans Hochelaga-Maisonneuve (05/87)

Table de concertation

Origine: Le Chic Resto-Pop et le CARRE croyaient nécessaire que les organismes communautaires qui s'occupent d'alimentation se concertent face à l'augmentation de la pauvreté dans le quartier. Ils demandent au CLSC de participer activement à la Coalition.

Problématique: Les organismes qui s'occupent d'alimentation dans le quartier n'entretenaient pas nécessairement des liens étroits entre eux. Or les besoins de dépannage et d'information augmentent et les ressources sont maigres. Ces organismes devaient donc tenter rapidement de faire converger leurs actions, leur complémentarité permettant d'aider davantage de personnes qui ont faim.

Activités: La Coalition regroupe des organismes qui s'occupent d'alimentation: services de repas, rencontres d'information, cuisine collective, matériel didactique, dépannage, etc. Lors des réunions mensuelles, ils décident d'actions à mener pour contrer la faim due à la pauvreté. Des recherches, des informations, des manifestations publiques rejoignent la population en général et en particulier celles des organismes membres. La Coalition participe également aux activités de la Table de concertation sur la faim du Montréal métropolitain.

Objectifs 1992: Que des activités soient mises en place selon la conjoncture dans les domaines de l'alimentation et de la pauvreté.
Que le volume de nourriture récupérée augmente de 10% par rapport à 1989.

Que le réseau de dépannage soit bien articulé et efficace.

Plan d'action 1989-90

Participer aux rencontres du comité de coordination et aux comités ad hoc de la Coalition

- préparer, animer, assurer le secrétariat des rencontres de la Coalition
- aider les organismes-membres à présenter des demandes de subventions et de dons

Coordonner la chronique de la Coalition dans "Les Nouvelles de l'Est"

- écrire et réviser des articles

S'informer sur la loi 37

- préparer ou participer à des rencontres d'information sur la loi 37 et son application par les fonctionnaires

Poursuivre notre participation à la Table de concertation sur la faim du Montréal métropolitain

Évaluation:

- taux de participation et degré de satisfaction des membres de la Coalition
- nombre de lecteurs de la chronique parmi les membres des organismes de la Coalition
- nombre de personnes présentes aux réunions sur la loi 37
- nombre d'organismes de dépannage qui vont accepter de collaborer
- degré de collaboration des instances concernées dans le dossier des magasins d'alimentation

Intervenants: Jean-Robert Primeau 10 heures par semaine
Louise Lépine 7 heures par semaine

Durée: 17 heures par semaine

Cuisine collective d'Hochelaga-Maisonneuve (03/87)

Organisme communautaire

Origine: Les responsables de la Cuisine collective demandent au CLSC de lui fournir son expertise en nutrition et en organisation communautaire.

Problématique: Dans le quartier, on estime que 15,000 personnes sont très pauvres. C'est dire que de nombreuses familles ne peuvent pas se nourrir sainement faute d'argent et non pas faute de connaissances. Les mères, en particulier, hypothèquent leur santé en se privant pour les autres membres de leur famille. Plusieurs se disent fatiguées de cuisiner à chaque jour, isolées, chacune dans sa cuisine.

Activités: Entraide, services matériels, information pour les personnes ou les familles appauvries intéressées à cuisiner collectivement afin de se nourrir suffisamment tous les jours du mois.

Objectifs 1992: Que le matériel didactique nécessaire au fonctionnement de cuisines collectives autonomes soit complété.
Que le Regroupement des cuisines collectives du Québec soit reconnu comme le porte-parole officiel des cuisines collectives.

Plan d'action 1989-90

Soutenir le fonctionnement et le développement de la Cuisine collective

- aider les responsables de la Cuisine collective à finaliser des documents utiles à la recherche de fonds
- aider à l'aménagement de nouvelles cuisines
- animer des rencontres d'informations pour les membres au besoin
- commencer à élaborer le contenu des activités et du matériel didactique prévu dans le volet "Santé et environnement" de la Cuisine collective
- participer aux rencontres du C.A.

Évaluation:

- état du financement en 1990
- nombre de groupes qui cuisinent collectivement de façon autonome en 1991
- compréhension et utilisation du matériel didactique par les groupes autonomes

Intervenants: Louise Lépine 7 heures par semaine
Jean-Robert Primeau 2 heures par semaine

Durée: 9 heures par semaine

Collectif du 8 mars Hochelaga-Maisonneuve (1977)

Table de concertation

Origine: Volonté des intervenantes des organismes communautaires qui travaillent avec les femmes de se concerter pour offrir des activités spéciales le 8 mars de chaque année.

Problématique: Les femmes du quartier s'appauvrissent et vivent dans un isolement de plus en plus grand. Elles n'ont pas les moyens de s'offrir de répit pour penser à elles et à leurs conditions de vie. Elles sont peu informées des ressources et des activités qui leur sont offertes par les organismes communautaires.

Activités: Promotion, activités sociales, informations auprès des femmes du quartier, en particulier celles qui sont appauvries.

Objectifs 1992: Que le financement des activités soit augmenté et consolidé.

Que la solidarité entre les groupes qui interviennent auprès des femmes grandisse et soit consolidée.

Que la journée internationale des femmes soit reconnue comme jour férié au même titre que la fête du travail.

Plan d'action 1989-90

Participer aux réunions du Collectif et à ses activités

- planifier les activités
- rechercher des subventions

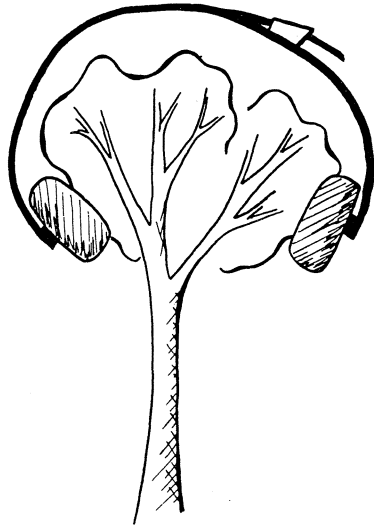
Évaluation:

- nombre de participantes et leur degré de satisfaction tant face au Collectif qu'aux événements spéciaux
- financement obtenu
- publicité diffusée dans les médias

Intervenantes: Odile Lachapelle 4 heures par semaine
Gisèle Latreille 30 heures par année

Durée: 4.5 heures par semaine

Jeunesse



On comptait en 1986, 8,930 jeunes de 15 à 24 ans dans le quartier, soit 18% de la population totale.

Vingt et un pour-cent (21%) des prestataires de l'aide sociale d'Hochelaga-Maisonneuve ont entre 18 et 29 ans et près de 30% des prestataires de l'assurance-chômage ont 24 ans ou moins. Les difficultés financières pour ne pas dire la "misère économique" d'un trop grand nombre de jeunes adultes, souvent jumelées à d'autres types de problèmes, réduisent considérablement leur espoir d'une vie meilleure. **Les Habitations l'Escalier** offre à bon nombre l'hébergement et le soutien dont ils ont besoin pour s'en sortir.

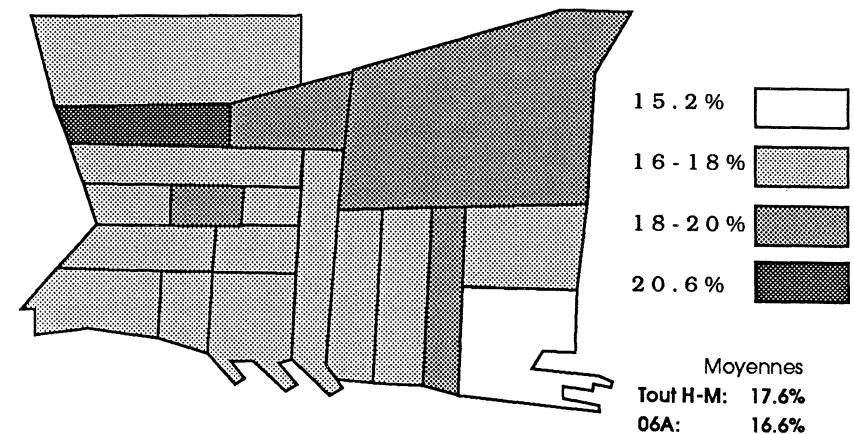
En plus des problèmes économiques qui les frappent, un grand nombre des plus jeunes n'échappent ni aux MTS dont la prévalence augmente, ni au stress de la vie trépidante. De plus, le quartier compte le plus grand nombre de grossesses à l'adolescence du territoire du DSC Maisonneuve-Rosemont.

Plusieurs organismes du milieu travaillent auprès des jeunes dans divers champs d'intervention: éducation, employabilité, décrochage scolaire, loisirs... **La Table de Concertation Jeunesse Hochelaga-Maisonneuve** réunit ces organismes et favorise les collaborations, la réflexion sur la situation des jeunes et le développement de ressources.

À la **Clinique des Jeunes**, ceux-ci peuvent trouver, en plus d'une oreille attentive, différents services adaptés à leurs besoins et à leurs problèmes. Nous leur offrons également, à l'école, des programmes plus spécifiques sur la **sexualité** et la **relaxation**.

D'ici 1992 nous mettrons l'accent sur la promotion des services destinés aux jeunes: ce n'est pas tout de mettre sur pied des services, encore faut-il qu'ils soient connus de la clientèle à qui ils s'adressent. Dans le même ordre d'idées nous nous proposons de recueillir davantage d'informations sur les jeunes inscrits à la liste d'attente de la DPJ pour, informer parents et enfants des services offerts dans le quartier et au CLSC, et voir si une intervention plus spécifique auprès de cette clientèle serait nécessaire.

Jeunes de 15 à 24 ans



Carte -5-

Concertation jeunesse Hochelaga-Maisonneuve (1984)

Table de concertation

Origine: Intérêt et besoin de plusieurs intervenants de se concerter afin de mieux desservir les jeunes du quartier.

Problématique: Les "intervenants jeunesse" s'épuisent à travailler seuls avec une clientèle difficile à rejoindre, peu assidue, peu conséquente. Ils ont besoin de se regrouper afin d'affiner leurs interventions, d'en développer de nouvelles et de se former.

Activités: Cette concertation regroupe des organismes oeuvrant dans les domaines de l'éducation, de l'emploi et des loisirs pour et avec des jeunes de 12 à 25 ans. Elle s'occupe de formation, de discussions, de soutien et de développement de ressources. Elle a à son actif la mise sur pied de Revdec, une recherche sur la situation des jeunes dans Hochelaga-Maisonneuve, deux colloques, "Je Passe Partout" et plusieurs actions de soutien à des interventions.

Objectifs 1992: Que les intervenants prennent de plus en plus la défense des jeunes face à leurs besoins.
Que la participation du CLSC aux réunions mensuelles de la Table et l'aide matérielle (photocopie, secrétariat et poste) soient maintenues.

Plan d'action 1989-90

Maintenir la participation du CLSC à la Table de Concertation Jeunesse

— participer aux réunions, aux activités de formation, aux discussions

Évaluation:

- bilan des activités de formation
- bilan des actions
- assiduité et satisfaction des participants

Intervenante: Raymonde Levasseur

Durée: 100 heures par année

Les Habitations l'Escalier de Montréal (08/87)

Organisme communautaire

Origine: Demande d'aide d'un organisme. Itinérance, logement, chômage, problèmes reliés à la recherche d'un emploi, familles à problèmes multiples.

Problématique: Le quartier Hochelaga-Maisonneuve compte 13,500 jeunes adultes. Vingt et un pour-cent (21%) des prestataires de l'aide sociale du quartier ont entre 18 et 29 ans, soit 2 fois plus que la moyenne montréalaise. Beaucoup de ceux-là et d'autres qui transitent par Hochelaga-Maisonneuve, n'ont pas le minimum vital. Ils ne peuvent se loger, se nourrir, se vêtir, se présenter convenablement. Leur espoir d'une vie "normale" disparaît graduellement. Leurs débuts dans la vie de jeune adulte sont tellement difficiles qu'ils constituent un groupe à risques multiples.

Activités: Les Habitations l'Escalier offrent un service de logements partagés à prix modique à 22 jeunes en difficulté financière âgés de 18 à 30 ans. L'hébergement peut s'échelonner sur une période un peu plus longue que dans les lieux de dépannage traditionnels. Il offre également un support aux jeunes dans leurs démarches pour s'en sortir et travaille à la mise sur pied d'un réseau d'entraide entre les jeunes de l'Escalier et la communauté locale.

Objectif 1992: Que le C.A. fonctionne de façon autonome sans l'aide du CLSC.

Plan d'action 1989-90

Consolider le C.A. afin qu'il puisse

- épauler les intervenants de la maison;
- chapeauter le réseau de bénévoles;
- aller chercher le financement requis pour le fonctionnement de la maison.

— participer au C.A. et au comité de recherche de financement, rédiger des procès-verbaux et des demandes de subventions

Évaluation:

- degré d'autonomie du C.A.
- satisfaction des intervenants du soutien apporté par les membres du C.A.
- état des finances

Développer l'expertise au niveau de la collecte de fonds

— mener une première campagne de financement

Évaluation:

- résultats de la campagne de financement

Intervenant: Jean Rouleau

Durée: 21 heures par semaine

Clinique des jeunes (09/85)

Service du CLSC

Origine: Sous-utilisation des services cliniques et de prévention du CLSC par les jeunes du quartier.

Problématique: Les jeunes consultent lorsqu'il y a urgence et ont tendance à s'adresser à des adultes qu'ils connaissent. Depuis que le CLSC leur offre un service qui leur est adapté, les jeunes consultent davantage.

Activités: La clinique est ouverte les mardis de 16h00 à 20h00 et accueille de 800 à 1,000 jeunes âgés de 12 à 20 ans par année. Elle offre des consultations: médicales, nursing, psycho-sociales et psychologiques ainsi que des activités d'information.

Objectifs 1992: Qu'une deuxième période d'ouverture de la clinique soit offerte aux jeunes du quartier.
Que soit implantée une programmation jeunesse.

Plan d'action 1989-90

Maintenir les liens de collaboration avec les ressources jeunesse du quartier

- participer à la Table de Concertation Jeunesse Hochelaga-Maisonneuve
- collaborer avec le DSC Maisonneuve-Rosemont au projet "Prévention grossesse à l'adolescence"
- participer aux réunions de travail

Obtenir des locaux adéquats (accueil) pour la Clinique

- faire les démarches nécessaires auprès de la direction du CLSC

Évaluation:

- superficie supplémentaire obtenue pour la Clinique
- équipement supplémentaire obtenu pour la Clinique

Maintenir le service de consultations en qualité et en quantité

- poursuivre les consultations de la Clinique
- tenir des réunions d'équipe

Évaluation:

- statistiques sur la clientèle et les interventions

Intervenante: Raymonde Levasseur

Durée: 14 heures par semaine

Relaxation (01/89)

Institution d'enseignement

Origine: Demande des intervenants d'une école secondaire qui déploieraient le grand nombre de jeunes vivant des problèmes d'anxiété.

Problématique: Les jeunes se plaignent de problèmes de sommeil, d'hyperventilation, de nervosité généralisée, de difficulté de concentration.

Activités: Différentes techniques de relaxation sont enseignées à des élèves des 4e et 5e secondaire. Cette session se déroule sur une période de 7 semaines à raison d'une activité par semaine; une dizaine de jeunes y participent.

Objectif 1992: Que les écoles Chomedey-de-Maisonneuve et Eulalie-Durocher aient un programme de relaxation pour leurs élèves.

Plan d'action 1989-90

Enseigner des techniques de relaxation aux élèves de 2e cycle de l'école Eulalie-Durocher

- préparer et animer les rencontres

Sensibiliser la direction et les enseignants de l'école Chomedey-de-Maisonneuve à cette activité

- préparer le matériel nécessaire à l'intention des écoles intéressées

Évaluation:

- nombre d'inscriptions
- assiduité des jeunes
- sondage sur les habitudes de vie avant et après la session
- réceptivité de l'école Chomedey-de-Maisonneuve

Intervenante: Raymonde Levasseur

Durée: 4 heures par semaine

Sexualité (1982)

Institution d'enseignement

Origine: Demande d'une école d'avoir une personne ressource sur le thème de la sexualité.

Problématique: Le quartier compte le plus grand nombre de grossesses à l'adolescence de l'est de Montréal et arrive au 5e rang dans la région métropolitaine à ce sujet. Un autre problème, celui des MTS augmente constamment. Ajoutons que les principaux motifs de consultation à la Clinique des Jeunes d'Hochelaga-Maisonneuve sont les demandes de renseignements sur la contraception, suivies de celles sur les MTS.

Activités: Cinq cents jeunes des 4e et 5e secondaire sont rejoints annuellement dans le cadre des rencontres en sexualité. Cinq rencontres consécutives d'information et de discussion sur différents aspects touchant la sexualité leur sont proposées.

Objectif 1992: Que soit maintenue l'animation des rencontres en sexualité à l'école Eulalie-Durocher.

Plan d'action 1989-90

Travailler en collaboration avec le DSC Maisonneuve-Rosemont au projet "Prévention grossesse à l'adolescence"

— collaborer à la recherche et à l'expérimentation du projet

Évaluation:

— faite par le DSC Maisonneuve-Rosemont

Maintenir les rencontres en sexualité dans les classes de 4e et 5e secondaire

— préparer, organiser et animer les rencontres

Évaluation:

— nombre de jeunes rejoints

— niveau d'appréciation des participants

— statistiques de la Clinique des jeunes

Intervenante: Raymonde Levasseur

Durée: 200 heures par année

Logement et environnement



Plus de 85% de la population du quartier est locataire et un très grand nombre de ces personnes consacrent beaucoup plus que 30% de leur revenu au logement. Est-ce le coût des loyers qui est trop élevé, les revenus qui sont trop faibles ou les deux à la fois?

Avec un aussi grand nombre de locataires, il est essentiel d'avoir un organisme bien structuré d'information et de promotion des droits des locataires dans le quartier: **Entraide Logement Hochelaga-Maisonneuve** et le **soutien** que nous apportons aux **comités de locataires de HLM** répondent à ces besoins.

L'état des logements est souvent déplorable, tout particulièrement dans le secteur sud-ouest du quartier. Mentionnons les problèmes importants d'isolation qui se traduisent par des coûts de chauffage exorbitants et qui s'additionnent au prix du loyer déjà élevé. Il y a bien quelques coopératives d'habitation, des copropriétés et des HLM dans le quartier mais elles ne représentent pour l'instant qu'une faible proportion du parc locatif. C'est pourquoi nous travaillons à la mise sur pied de nouveaux logements sociaux dans le dossier **Hébergement Humano** et par la **Société d'habitation populaire de l'est de Montréal**.

Le quartier ne s'est pas toujours développé en tenant compte de la qualité de la vie de ses résidents. Nous tentons avec des partenaires

Sexualité (1982)

Institution d'enseignement

Origine: Demande d'une école d'avoir une personne ressource sur le thème de la sexualité.

Problématique: Le quartier compte le plus grand nombre de grossesses à l'adolescence de l'est de Montréal et arrive au 5e rang dans la région métropolitaine à ce sujet. Un autre problème, celui des MTS augmente constamment. Ajoutons que les principaux motifs de consultation à la Clinique des Jeunes d'Hochelaga-Maisonneuve sont les demandes de renseignements sur la contraception, suivies de celles sur les MTS.

Activités: Cinq cents jeunes des 4e et 5e secondaire sont rejoints annuellement dans le cadre des rencontres en sexualité. Cinq rencontres consécutives d'information et de discussion sur différents aspects touchant la sexualité leur sont proposées.

Objectif 1992: Que soit maintenue l'animation des rencontres en sexualité à l'école Eulalie-Durocher.

Plan d'action 1989-90

Travailler en collaboration avec le DSC Maisonneuve-Rosemont au projet "Prévention grossesse à l'adolescence"

— collaborer à la recherche et à l'expérimentation du projet

Évaluation:

— faite par le DSC Maisonneuve-Rosemont

Maintenir les rencontres en sexualité dans les classes de 4e et 5e secondaire

— préparer, organiser et animer les rencontres

Évaluation:

— nombre de jeunes rejoints

— niveau d'appréciation des participants

— statistiques de la Clinique des jeunes

Intervenante: Raymonde Levasseur

Durée: 200 heures par année

Logement et environnement



Plus de 85% de la population du quartier est locataire et un très grand nombre de ces personnes consacrent beaucoup plus que 30% de leur revenu au logement. Est-ce le coût des loyers qui est trop élevé, les revenus qui sont trop faibles ou les deux à la fois?

Avec un aussi grand nombre de locataires, il est essentiel d'avoir un organisme bien structuré d'information et de promotion des droits des locataires dans le quartier: **Entraide Logement Hochelaga-Maisonneuve** et le **soutien** que nous apportons aux **comités de locataires de HLM** répondent à ces besoins.

L'état des logements est souvent déplorable, tout particulièrement dans le secteur sud-ouest du quartier. Mentionnons les problèmes importants d'isolation qui se traduisent par des coûts de chauffage exorbitants et qui s'additionnent au prix du loyer déjà élevé. Il y a bien quelques coopératives d'habitation, des copropriétés et des HLM dans le quartier mais elles ne représentent pour l'instant qu'une faible proportion du parc locatif. C'est pourquoi nous travaillons à la mise sur pied de nouveaux logements sociaux dans le dossier **Hébergement Humano** et par la **Société d'habitation populaire de l'est de Montréal**.

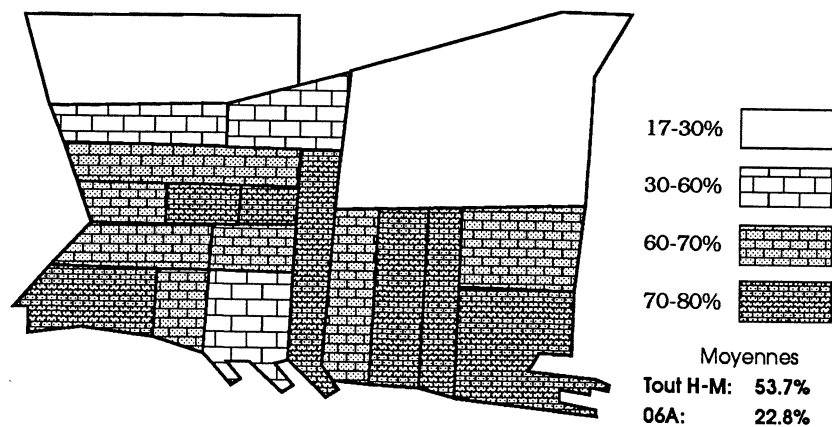
Le quartier ne s'est pas toujours développé en tenant compte de la qualité de la vie de ses résidents. Nous tentons avec des partenaires

du **Collectif en aménagement urbain Hochelaga-Maisonneuve** de corriger les torts et d'en éviter de nouveaux.

L'environnement n'est guère en meilleur état que le logement. La juxtaposition des fonctions industrielle et résidentielle n'est pas toujours heureuse. Le déficit en espaces verts est énorme par rapport aux normes de viabilité. Mise à part notre implication par le biais du Collectif en aménagement urbain, nous désirons et nous devons, élargir notre *intervention en environnement*.

Un très grand travail de sensibilisation reste à faire et nous désirons l'amorcer avec des enseignants et des jeunes en les faisant complices de notre rêve de voir se transformer une partie des cours d'écoles en espaces verts.

Logements construits avant 1946



Carte -6-

Collectif en aménagement urbain Hochelaga-Maisonneuve (01/83)

Table de concertation

Origine: Des intervenants communautaires du CLSC et du milieu se sont regroupés autour de la question du boulevard Ville-Marie.

Problématique: Beaucoup de gens du quartier vivent dans des logements insalubres, mal isolés, sans sécurité et paient plus qu'ils ne le peuvent pour se loger. Les victimes de ces conditions n'ont pas les moyens de se défendre contre ces pressions de plus en plus grandes qui s'exercent sur leur budget. De plus, des propriétaires utilisent de nouvelles pratiques pour chasser les locataires et hausser les loyers; ce qui provoque non seulement le roulement des locataires mais le remplacement des populations.

Activités: Le Collectif regroupe des individus et des organismes du quartier. Il comprend trois comités qui étudient respectivement la circulation automobile en particulier sur le boulevard Ville Marie, le logement dans le sud-ouest du quartier et les espaces verts et l'environnement. Les activités de promotion et de défense des droits du Collectif touchent toute la population du quartier.

Objectifs 1992: Que 40% à 50% des logements détériorés du secteur sud-ouest soient réparés.
 Que la qualité de la vie en général s'améliore.

Plan d'action 1989-90

Participer à la coordination du collectif

- Voir à l'harmonisation du travail de tous les comités
- Assurer la représentation du Collectif
- Produire le journal de l'organisme

Coordonner les activités du comité Sud-Ouest Logement

- produire le rapport d'enquête sur le logement dans le secteur sud-ouest du quartier

S'assurer de l'appui de la population aux recommandations du rapport

- réaliser une tournée de consultation des groupes du secteur
- tenir une assemblée publique
- engager la population dans le processus

S'assurer que le pouvoir municipal applique les conclusions du rapport

- faire des pressions, des rencontres, assurer le suivi

Évaluation:

- nombre de groupes rencontrés; nombre de participants et leur degré de participation en assemblée publique
- résultats de la tournée de consultation; présence des gens au pouvoir et nature de leurs prises de position

Intervenant: Jean Rouleau

Durée: 10.5 heures par semaine

Hébergement Humano (02/89)

Organisme communautaire

Origine: Demande d'aide d'un organisme oeuvrant dans le domaine du logement.

Problématique: Il y a un manque flagrant de logements sociaux pour les personnes à faible revenu dans le quartier. Comme conséquence, on constate un appauvrissement de la population dû aux coûts élevés des loyers, des compressions dans l'alimentation pour payer le loyer et la dégradation de sa santé mentale et physique.

Activités: Hébergement Humano offre depuis décembre 1989, 19 unités de logement à des familles monoparentales et à des personnes seules à faible revenu. Différents services d'entraide pourront s'y greffer.

Objectifs 1992: Que différentes possibilités de développement de nouvelles unités de logement soient explorées. Qu'un comité de bon voisinage soit mis sur pied et qu'il fonctionne bien.

Plan d'action 1989-90

Consolider le C.A. d'Hébergement Humano

- rechercher des membres représentants du milieu pour composer l'assemblée générale
- former des membres du C.A.

Évaluation:

- nombre de nouveaux membres à l'assemblée générale
- nombre et résultats des activités de formation
- nombre de réunions

Ouvrir la maison Hébergement Humano

- surveiller le développement du chantier
- élaborer les règlements généraux
- sélectionner les locataires, les former au travail en OSBL
- élaborer le type de gestion privilégié
- suivre les développements auprès du GRT pour des soumissions de projet au Gouvernement Fédéral (SCHL)

Évaluation:

- nombre de présentations de demandes à la SCHL
- bilans

Intervenante: Odile Lachapelle

Durée: 4 heures par semaine

Société d'habitation populaire de l'est de Montréal (SHAPEM) (09/88)

Organisme communautaire

Origine: Demande du groupe d'une participation au conseil d'administration.

Problématique: Beaucoup de personnes sont mal logées et auraient besoin de logements sociaux. D'autant plus que la situation semble se détériorer dans le quartier: plus de la moitié des logements du secteur sud-ouest présentent de multiples problèmes.

Activités: La SHAPEM s'occupe d'achat, de gestion et de revente d'immeubles. Les logements sont destinés aux personnes mal logées.

Objectif 1992: Que la SHAPEM possède 200 à 250 unités de logement.

Plan d'action 1989-90

Poursuivre l'acquisition de bâtiments pour que l'organisme puisse s'auto-suffire financièrement

Structurer un bureau de personnel compétent de 2 à 3 personnes

Gérer les bâtiments déjà acquis

Évaluation:

— résultats financiers

Intervenant: Jean Rouleau

Durée: 2 heures par semaine

Entraide Logement Hochelaga-Maisonneuve (09/89)

Organisme communautaire

Origine: Besoin d'une ressource bien structurée concernant la problématique du logement dans le quartier.

Problématique: D'une part, plusieurs logements du quartier sont délabrés, insalubres, sans sécurité et trop chers, d'autre part une grande partie de la population s'appauvrit et de plus en plus de ménages consacrent plus du tiers de leurs revenus au logement.

Activités: Entraide logement s'occupe d'information, de formation et d'éducation auprès des locataires.

Objectifs 1992: Qu'un service crédible et stable dans le domaine du logement soit offert à la population du quartier.

Plan d'action 1989-90

Mettre en place l'infrastructure de l'organisme

- demander les lettres patentes
- demander un numéro d'organisme de charité
- élaborer les règlements généraux
- constituer le conseil d'administration et le noyau de bénévoles

Rechercher le financement et le support matériel nécessaires

- à court terme, demandes de PDE, art. 25...
- à long terme, demandes aux communautés religieuses, aux programmes gouvernementaux, aux fondations...

Evaluation:

- participation des bénévoles au C.A.
- capacité de répondre aux demandes d'information
- formation de comités
- continuité du service, financement

Intervenants: Louis Roy 21 heures par semaine
Micheline Proulx Cappelli 4 heures par semaine

Durée: 25 heures par semaine

Soutien aux comités d'HLM pour les personnes âgées (1986)

Organisme communautaire

Origine: Demande d'appui.

Problématique: Sans un comité de locataires bien structuré et sans une organisation bien rodée, le quotidien des résidants d'HLM se dégraderait sûrement. Les différents services et l'entraide que l'existence de tels comités permet sont favorables au développement d'une vie communautaire qui soutient des personnes âgées connaissant des problèmes de santé, des pertes d'autonomie, du veuvage et de l'isolement.

Activités: Les comités de locataires offrent un service de défense des droits, proposent des activités sociales et d'information et favorisent l'entraide entre les personnes âgées de 55 ans et plus.

Objectif 1992: Que le CLSC maintienne le support ponctuel aux comités de locataires d'HLM pour personnes âgées.

Plan d'action 1989-90

Soutenir un comité de locataires en difficulté

- intervenir ponctuellement auprès des responsables
- procéder à la résolution de problèmes

Former la représentante du quartier à la présidence d'élections

- rencontrer la représentante

Assurer un lien avec les organismes à caractère régional

- participer au regroupement des HLM de l'est de Montréal
- participer au forum des citoyens âgés, etc.

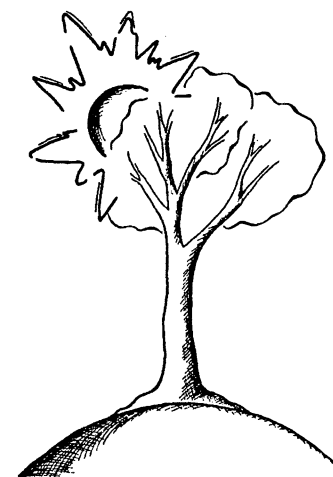
Évaluation:

- degré d'autonomie du comité de locataires
- degré d'autonomie de la présidente d'élections

Intervenante: Gisèle Latreille

Durée: 1 heure par semaine

Santé



On ne dira jamais assez à quel point l'état de santé d'une population est lié à ses conditions sociales, économiques et à sa culture. L'écart de l'espérance de vie en bonne santé, entre les quartiers favorisés et défavorisés, est de 14 ans. Les troubles mentaux sont deux fois plus fréquents chez les personnes pauvres que chez les riches. C'est tout dire! En effet, les inégalités socio-économiques étant les racines profondes des problèmes de santé tous nos dossiers visent le maintien et l'amélioration de la santé des personnes par l'amélioration des conditions de vie. Toutefois, quelques uns d'entre eux se rapportent spécifiquement à la santé.

Le projet **Enceintes en santé** vise à réduire le nombre de bébés de poids insuffisant à la naissance (-2,500g) dans notre quartier. Le taux québécois est stable à un peu plus de 6%. Celui d'Hochelaga-Maisonneuve se situe à près de 10%, comme dans de nombreux pays en voie de développement. La santé tant physique que mentale des femmes enceintes vulnérables et de leurs enfants à naître est au coeur de ce projet.

Dans le programme **Santé mentale première ligne** et le **Regroupement de prévention primaire en santé mentale**, nous travaillons avec des organismes du milieu sur les principaux déterminants de la santé mentale par l'information et la formation. Nous offrons des ren-

contres d'information sur la santé, l'alimentation et l'environnement à la demande des organismes du milieu, pour répondre le plus adéquatement possible aux besoins qu'ils ont exprimés.

D'ici 1992, le projet *Enceintes en Santé* sera en période de rodage pour tenter d'atteindre l'objectif de 6% ou moins de naissances de poids insuffisant, en l'an 2000. Dans les dossiers en santé mentale, nous souhaitons voir se multiplier et s'intensifier les collaborations entre le CLSC et les organismes du milieu.

Regroupement de prévention primaire en santé mentale (1985)

Table de concertation

Origine: Initiative du CLSC.

Problématique: Lors de la consultation des organismes du quartier en mai 1986, les intervenants de ces organismes estimaient que les problèmes de santé mentale étaient très importants dans Hochelaga-Maisonneuve. L'état de santé mentale d'une population étant fortement lié à ses conditions socio-économiques, on peut présumer que notre population est à grand risque.

Activités: Les sept organismes membres du Regroupement se forment et s'informent sur différentes problématiques comme l'isolement et d'autres facteurs de risque en santé mentale. En plus des rencontres mensuelles, le Regroupement invite occasionnellement d'autres intervenants pour partager ses réflexions.

Objectif 1992: Que le Regroupement soit consolidé.

Plan d'action 1989-90

Élaborer et réaliser une programmation annuelle de formation et d'information avec les organismes membres

- préparer les rencontres mensuelles de formation et d'information et y participer
- préparer les rencontres thématiques s'adressant à un plus grand nombre d'organismes et y participer
- recherche et lecture

Recruter deux nouveaux organismes

Évaluation:

- degré d'implication des membres dans la réalisation d'une programmation et leur degré de satisfaction
- nombre d'organismes membres et leur assiduité aux rencontres

Intervenante: Huguette Robert

Durée: 100 heures par année

Rencontres d'information sur la santé, l'alimentation et l'environnement (1985)

Services de formation, d'information

Origine: Demandes d'organismes communautaires.

Problématique: L'alimentation en quantité et en qualité suffisante a un impact direct sur la santé globale. Plusieurs personnes mangent trop ou insuffisamment pour des raisons multiples: privation précoce, isolement, pauvreté, âge, etc. De plus, les gens sont bombardés de conseils de "charlatans et de vendeurs du temple". L'intérêt pour la saine alimentation croît et la pauvreté augmente. L'information pratique et réaliste doit répondre à ces phénomènes de société.

Activités: Information, formation, animation sociale auprès des personnes membres des organismes demandeurs. Le nombre de personnes par groupe varie selon le type de demande.

Objectif 1992: Que le plus grand nombre possible de résidents du quartier augmentent leurs connaissances de l'alimentation saine et les appliquent dans leur vie de tous les jours.

Plan d'action 1989-90

Planifier et animer des séries de rencontres ou des rencontres ponctuelles avec des groupes d'intervenants ou de participants des organismes demandeurs

Évaluation:

- assiduité
- degré de satisfaction
- mise en pratique de l'information reçue

Intervenante: Louise Lépine

Durée: 4 à 7 heures par semaine

Enceintes en santé (06/86)

Groupe de travail CLSC-DSC

Origine: Le taux de naissances de bébés de poids insuffisant est de près de 10% dans Hochelaga-Maisonneuve (Québec 6,6%). Le CLSC ne rejoint pas la majorité des femmes enceintes appauvries, les plus "à risque" d'avoir des bébés trop petits.

Problématique: Les risques de mortalité, de morbidité et de maltraitement sont très grands chez les enfants de poids insuffisant à la naissance. Les frais encourus pour ces enfants sont très élevés pour la société. Seulement pour la santé physique, 1,00 \$ de prévention épargne plus de 3,00 \$ de soins auxquels il faut ajouter les coûts psycho-sociaux. Si nous modifions nos pratiques pour rejoindre cette population, le taux de naissances de poids insuffisant pourrait diminuer.

Activités: Discussions sur les méthodes de travail efficaces pour rejoindre les femmes enceintes appauvries et apprentissage de ces méthodes.

Objectifs 1992: Que le nombre de bébés de poids insuffisant à la naissance diminue de 2% dans Hochelaga-Maisonneuve (objectif 2000: qu'il diminue à 6%).

Que le budget nécessaire à l'achat d'aliments soit stable et permanent.

Plan d'action 1989-90

Participer au groupe de travail

- animer les rencontres du groupe de travail, rédiger des comptes rendus et des bilans
- participer à l'élaboration du plan final du projet
- participer à la formation des intervenants
- expérimenter la méthode de travail

Évaluation:

- nombre d'intervenants qui participent au projet, leur degré de satisfaction
- nombre de femmes enceintes appauvries rejointes, nombre de semaines de participation pour chacune
- poids de leurs bébés à la naissance

Intervenante: Louise Lépine

Durée: 50 heures par année

Santé mentale première ligne (01/87)

Service du CLSC

Origine: Mandat du CRSSMM

Problématique: On reconnaît que l'état de santé mentale d'une population est associé à ses conditions socio-économiques, c'est donc dire que les problèmes de santé mentale sont à la fois nombreux et importants dans Hochelaga-Maisonneuve. D'autre part, on remarque une carence de services de première ligne en santé mentale dans le quartier.

Activités: L'équipe multidisciplinaire a une dimension clinique par des interventions thérapeutiques auprès d'adultes en difficultés, une dimension préventive par des sessions de relaxation en groupe et en rencontres individuelles et un volet communautaire par différents types de rencontres.

Objectif 1992: Que soit développé le volet de soutien à la réinsertion sociale.

Plan d'action 1989-90

Assurer les liens entre les organismes du milieu et l'équipe SMPL

- recueillir les programmes d'activités des organismes
- collaborer à l'organisation de rencontres thématiques
- promouvoir les services offerts par l'équipe SMPL

Être à l'affût des "nouveautés" dans le domaine de la santé mentale

- communiquer avec d'autres organisations et d'autres intervenants
- lecture, recherche

Évaluation:

- nombre et satisfaction des organismes qui demandent nos services
- degré de connaissance des membres de l'équipe SMPL des activités des organismes et de leurs besoins d'information et de formation

Intervenante: Huguette Robert

Durée: 100 heures par année

Prévention santé (10/81)

Services de formation, d'information

Origine: Projet de prévention élaboré avec le DSC Maisonneuve-Rosemont et le module des services à domicile du CLSC.

Problématique: Plus du quart des résidents du quartier ont 55 ans ou plus. On doit faciliter leur adaptation au processus normal du vieillissement, les informer des écueils à éviter et des ressources disponibles pour répondre à leurs besoins.

Activités: Sessions d'information organisées pour les personnes âgées de 55 ans et plus visant à réduire les risques associés au vieillissement.

Objectif 1992: Que la majorité des personnes de 55 à 70 ans aient participé à ces sessions.

Plan d'action 1989-90

Organiser une quinzaine de rencontres d'ici mai 1990

- planifier le calendrier avec les responsables des groupes d'accueil
- faire la publicité des rencontres
- animer les réunions d'évaluation
- rédiger le rapport-bilan

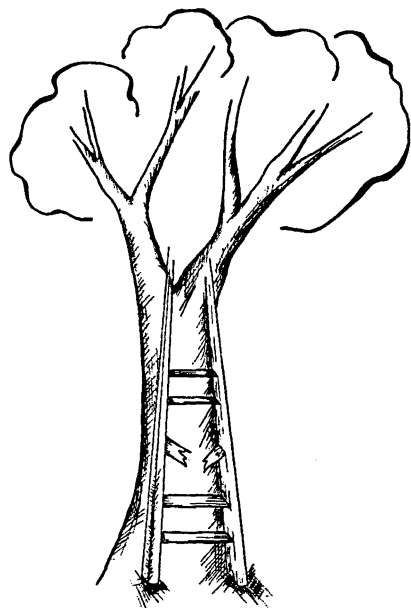
Évaluation:

- nombre de réunions et de participants
- réunion avec les personnes-ressources après les rencontres d'informations

Intervenante: Gisèle Latreille

Durée: 3 heures par semaine

Aide sociale et employabilité



Dans un quartier où plus de 40% des gens reçoivent de l'aide sociale ou des prestations d'assurance- chômage, dans un quartier de l'est de Montréal très fortement touché par les fermetures d'usines et un ralentissement économique important, le CLSC ne peut fermer les yeux sur les questions de l'employabilité et de l'aide sociale.

Au cours de la prochaine année, l'application d'un ensemble de mesures visant à promouvoir l'employabilité des prestataires de l'aide sociale, reconnus aptes au travail, amènera des changements importants dans les familles. Nous voulons nous assurer, par notre intervention, de deux choses.

D'abord, que les prestataires de l'aide sociale connaissent bien leurs droits face à la "machine de la sécurité du revenu". Pour ce faire, le **Comité sur la réforme de l'aide sociale** travaille à la formation des intervenants du CLSC sur la loi 37.

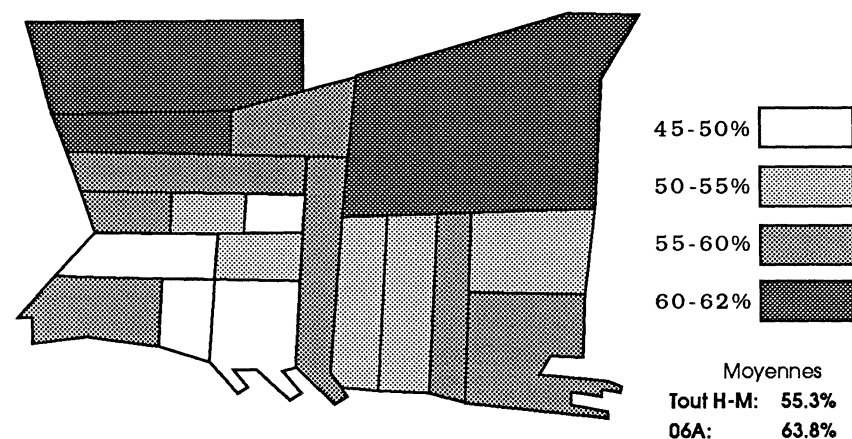
Ensuite, que les personnes assistées sociales du quartier profitent aux maximum des occasions de "recyclage", de retour au travail ou

d'acquisition d'expériences qui s'offrent à elles dans le cadre de la loi 37.

Dans l'optique de ces efforts de promotion et d'expérimentation de diverses formes d'éducation adaptées aux problèmes d'employabilité d'ici, on retrouve le projet **FORMEC (formation, emploi coopératif)** qui est en phase de réalisation, ayant obtenu une subvention importante du "Comité aviseur de l'Est de Montréal".

Nous désirons développer un service de soutien aux initiatives locales de développement de l'employabilité. Depuis le temps que nos projets et les organismes communautaires subsistent à l'aide de budgets de "création-développement de l'emploi", nous avons acquis une expérience certaine que nous désirons mettre à contribution. Un projet de démonstration de formation à l'emploi adapté à la clientèle s'amorce au Chic Resto-Pop. *Nous souhaitons d'autre part nous allier à des groupes qui se consacrent déjà aux tâches d'information et de sensibilisation aux droits des personnes assistées sociales dans le quartier.*

Taux d'activité



Carte-7-

Le taux d'activité comprend les personnes actives sur le marché du travail (travailleurs et chômeurs), par rapport à la population de plus de 15 ans.

FORMEC (formation, emploi coopératif) (12/87)

Table de concertation

Origine: Demande provenant de la Table de concertation à l'automne 1987.

Problématique: Le développement économique planifié pour l'est de Montréal rejoindra peu les prestataires de l'aide sociale puisque l'employabilité passe par la formation pré-professionnelle et le développement de la confiance en soi. D'autre part, la tendance est à l'accroissement de la marginalité et de l'exclusion.

Activités: La Table, qui regroupe 8 organismes, offre des sessions de formation et fait la promotion du modèle coopératif.

Objectif 1992: Qu'une permanence soit mise en place pour la formation des personnes et le suivi de projet de coopératives ainsi que pour le développement des "coopératives jeunesse de services".

Plan d'action 1989-90

Tenir deux sessions de formation

- recruter des permanents
- réaliser une campagne de publicité; tenir des soirées publiques d'information
- assurer le suivi individuel; tenir les sessions et les évaluer

Évaluation:

- tenir des sessions avec 20 participants (50 la 2^{ème} année)

Obtenir le financement pour assurer ces sessions

- formuler des demandes au comité aviseur, au P.D.E....

Évaluation:

- réponses aux demandes, obtention du financement requis

Organiser une "coopérative jeunesse de services" pour l'été 1990

- demander un projet Défi '90

Évaluation:

- existence d'une coop jeunesse à partir de mai 1990

Animer la table locale

- convocations, information, recrutement, relations publiques

Évaluation:

- tenue d'une rencontre par mois et le degré de satisfaction des membres

Intervenant: Jean-Robert Primeau

Durée: 12 heures par semaine

Comité sur la réforme de l'aide sociale (06/89)

Groupe de travail

Origine: Constat d'un besoin d'information sur la loi 37 et sur l'application qu'on fera de ses règlements.

Problématique: La nouvelle loi laisse beaucoup de place à des décisions discrétionnaires. Il serait important de noter, avec la collaboration des intervenants du CLSC et du milieu, l'application qu'en feront les agents d'aide sociale afin de pouvoir utiliser la loi à l'avantage des citoyens du quartier et de réagir à la réglementation de cette loi socialement injuste.

Activités: Réunir des intervenants du CLSC et du quartier pour analyser l'application de la loi, diffuser toute information permettant de desservir la population avec justesse et réagir collectivement s'il y a lieu.

Objectif 1992: Que les personnes ayant droit aux programmes offerts par la loi en soient informées et les utilisent pleinement à leur avantage.

Plan d'action 1989-90

Regrouper des intervenants du quartier qui travaillent avec des personnes assistées sociales

Recueillir et conserver les données transmises par ces intervenants, les analyser et en diffuser les résultats ou les réactions qu'elles suscitent

Travailler étroitement avec la Table de concertation concernant les femmes cheffes de familles et des intervenants intéressés d'autres CLSC

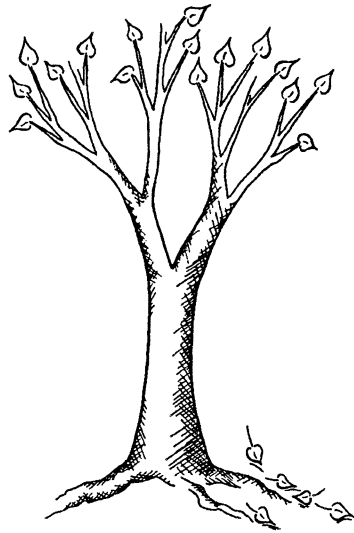
Évaluation:

- nombre de rencontres
- bilan, suivi, action

Intervenantes: Gisèle Latreille 1 heure par semaine
Odile Lachapelle 1 heure par semaine

Durée 2 heures par semaine

Vieillesse et maintien à domicile



Notre quartier n'échappe pas au processus de vieillissement qui caractérise l'ensemble des sociétés occidentales. La proportion de personnes âgées dans le quartier dépasse même très notablement celle observée ailleurs au pays: elle est de 40% plus élevée qu'au Québec. La population âgée de 65 ans et plus est de 14% dans Hochelaga-Maisonneuve contre 10% au Québec.

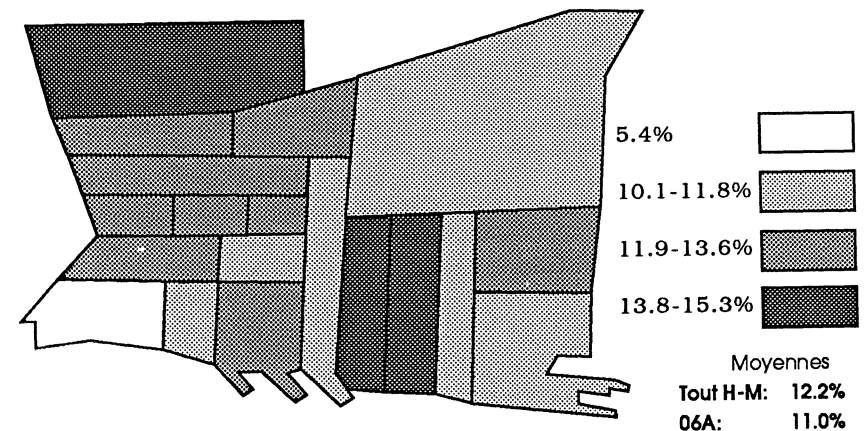
Par ailleurs les conditions économiques auxquelles est confrontée la population âgée du quartier sont quelquefois désastreuses: on n'a pas une "grosse pension", quand on s'est fait mettre à pied à 54 ans et qu'on n'a pas trouvé de travail depuis! Ou encore, quand on a travaillé à petit salaire sans fonds de pension toute sa vie, on peut difficilement s'acheter les services que le réseau public ne peut ou ne veut plus donner!

Cela explique sans doute, en partie, le dynamisme avec lequel ont été développées les ressources publiques et communautaires de maintien à domicile dans ce quartier. Les dossiers d'organisation communautaire touchant les personnes âgées visent, soit le développement de

nouvelles ressources, **Vigilance des facteurs**, **Club Santé** ou la consolidation de ressources, **Les grands ménages Manie-Tout**, la **Table régionale de services complémentaires en maintien à domicile**. D'autres activités sont par ailleurs à caractère d'information-prévention, **Prévention-santé** et de promotion, **La marche des aînés**.

Un projet de centre communautaire, avec repas, pour personnes âgées, est présentement à l'étude. Il serait le coeur d'un "centre multi-services" où l'on pourrait intégrer diverses activités communautaires.

Personnes de 65 ans et plus



Carte -8-
Seules les personnes vivant en "ménage privé", c'est à dire hors institution, sont représentées ici.

Les Grands ménages Manie-Tout (08/84)

Organisme communautaire

Origine: Constat d'un besoin de ressources en maintien à domicile, confirmé par une demande du milieu: assemblée générale de l'AQDR-HM de février 1984.

Problématique: Le service d'entretien ménager "lourd" n'a jamais fait partie des services offerts par le CLSC aux personnes âgées en perte d'autonomie. Il aura toujours été dépendant de programmes de subvention aux organismes communautaires. Depuis que même les services d'entretien ménager "léger" ne sont plus supportés par le réseau des CLSC, le besoin de développement d'une telle ressource communautaire est encore plus évident. Cela d'autant plus dans un quartier populaire où le secteur privé ne peut pas prendre la place laissée par le secteur public!

Activités: Des services de travaux ménagers "lourds" à bon marché sont offerts aux personnes âgées du quartier et des environs, ainsi que de la formation pour des jeunes sans expérience de travail, prestataires de l'aide sociale.

Objectif 1992: Que soit trouvé un moyen stable de financement.

Plan d'action 1989-90

Consolider le C.A. et l'organisme

- supporter davantage la direction
- impliquer plus largement les membres du C.A. dans certaines démarches
- réaliser une étude de besoins
- mettre l'accent sur la formation du personnel
- mobiliser les usagers dans les démarches de financement

Articuler la démarche au niveau régional

- réaliser la recherche (besoins et plans de formation) avec d'autres organismes de la région de Montréal
- formuler des demandes au CRSSS et au MSSS pour la reconnaissance d'un service complémentaire au réseau public de maintien à domicile

Évaluation:

- nombre de membres et leur assiduité au C.A.
- niveau de financement
- nombre d'usagers impliqués

Intervenant: Gilles Beauchamp

Durée: 7 heures par semaine

Table régionale de services complémentaires en maintien à domicile (09/85)

Table de concertation

Origine: Besoin de se concerter et de développer des ressources.

Problématique: Les projets de services complémentaires en m.a.d. sont isolés, chacun dans son quartier, alors qu'il serait important de développer un rapport de force dans une conjoncture de retrait des subventions gouvernementales et du besoin d'augmentation de services à domicile.

Activités: Concertation des organismes communautaires offrant des services de maintien à domicile dans la région de Montréal, en vue de faciliter les efforts de formation du personnel, les efforts de promotion des services rendus et de financement de ceux-ci.

Objectif 1992: Que soit développé un réseau provincial capable de négocier avec les gouvernements provincial et fédéral.

Plan d'action 1989-90

Prendre contact avec tout le Québec sur la base d'une proposition de colloque "Services m.a.d. communautaires" en 1990

- relancer les membres et ex-membres de 1986 et communiquer avec ceux de novembre 1988
- demander du financement à "Autonomie des Aînés" pour le colloque

Évaluation:

- réponses et intérêt des membres et ex-membres
- obtention du financement
- réalisation du colloque

Développer l'enquête-besoins des Grands Ménages Manie-Tout sur une base régionale

- proposer l'élargissement de l'enquête-besoins à d'autres territoires
- amener les représentants d'organismes locaux à participer à l'orientation et à l'analyse de l'enquête

Évaluation:

- tenue de 3 rencontres régionales d'ici décembre 1990
- élargissement de la base d'enquête = 1,200 répondants

Intervenant: Gilles Beauchamp

Durée: 7 heures par semaine

Marche des aînés (02-89)

Événement annuel

Origine: Initiative du Service des loisirs et du développement communautaire de la ville de Montréal et du CLSC, dans le cadre de la semaine "Québec Canada en forme".

Problématique: Les aînés ne sont pas suffisamment encouragés à être actifs physiquement. Plus ils vieillissent, plus les activités qu'on leur propose n'exigent aucun effort physique.

Activités: La marche des aînés est un événement ponctuel de promotion de l'activité physique chez les personnes de 55 ans et plus. C'est l'occasion d'un grand rassemblement où les aînés sont invités à marcher en compagnie d'invités de marque.

Objectif 1992: Que la marche des aînés devienne l'événement annuel attendu des aînés montréalais.

Plan d'action 1989-90

Coordonner le projet

- recruter les personnes qui composeront le peloton d'honneur
- rechercher des commanditaires
- planifier le scénario de la journée
- trouver l'équipement nécessaire
- trouver les bénévoles requis et coordonner leurs tâches
- voir au bon déroulement de la journée

Obtenir la participation d'une dizaine de groupes de retraités et d'autant de clubs de l'âge d'or

- promouvoir le projet auprès de la population-cible

Évaluation:

- nombre de groupes participants et leur degré de participation
- nombre de participants

Intervenantes: Micheline Proulx Cappelli 12 heures par semaine
Gisèle Latreille 3 heures par semaine

Durée: 15 heures par semaine

Club santé (11/89)

Table de concertation

Origine: Le constat du manque d'activités récréatives et éducatives dans l'est de Montréal pour les personnes de 45 ans et plus, est à l'origine de la concertation entre le CLSC, le Service des loisirs et du développement communautaire de la ville de Montréal et le département de kinanthropologie de l'UQAM.

Problématique: On ne retrouve pas dans le quartier, ou très peu, d'activités, de lieux d'appartenance pour les personnes de 45 ans et plus.

Activités: Le Club Santé offre un programme varié: activités sportives, culturelles ou de loisirs, cours, conférences sur des thèmes reliés à la santé physique et mentale, etc.

Objectif 1992: Que le Club santé devienne le lieu de prédilection pour l'amélioration de la santé physique et mentale des personnes de 45 ans et plus de l'est de Montréal.

Plan d'action 1989-90

Participer au "comité d'experts"

Agir comme personne-ressource auprès de la coordonnatrice du Club

Rechercher des idées novatrices pour le Club

Évaluation:

- nombre de participants aux diverses activités
- degré de satisfaction des participants (sondage)
- suggestions des participants

Intervenante: Micheline Proulx Cappelli

Durée: 4 à 7 heures par semaine.

Vigilance des facteurs (01/89)

Organisme communautaire

Origine: Demande du module des services à domicile du CLSC

Problématique: Près de 30% des personnes âgées vivant à domicile sont seules. Les problèmes de santé sont nombreux chez ces personnes, et l'insécurité les accroit. Les rassurer au moyen d'un réseau de surveillance, s'est avéré efficace dans d'autres quartiers de Montréal.

Activités: Surveillance de personnes âgées ou handicapées par les facteurs, à partir d'une procédure d'inscription.

Objectif 1992: Que le projet soit en fonction et rejoigne la population visée.

Plan d'action 1989-90

Implanter le projet dans le quartier

- rencontrer des intervenants responsables de projets déjà en opération dans d'autres quartiers
- rencontrer des facteurs
- rencontrer le groupe communautaire devant servir à la coordination des demandes et du fichier
- établir un plan d'expérimentation
- mettre le projet en marche

Participer au suivi régional avec le RCLSCMM

- rencontrer des responsables de d'autres projets

Évaluation:

- nombre d'inscriptions dans le réseau de surveillance
- nombre de facteurs impliqués

Intervenante: Gisèle Latreille

Durée: 4 heures par semaine

Conclusion

Les trois 'f' de la fin

Fiers, nous le sommes, aux côtés de nos partenaires, dans la poursuite d'objectifs importants, avec des moyens trop souvent insuffisants. Il y a de quoi être fiers, en effet, de poursuivre sans relâche certaines démarches visant la reconnaissance de besoins, de *savoir faire* ou de ressources communautaires et la consolidation de services peu ou mal financés.

Fatigués nous le sommes aussi, aigris, certains ont même de la rancoeur, de voir les problèmes grandir, malgré des efforts multipliés... Il y a de nos concitoyens qui ont faim, même dans ce pays riche que nous habitons des inégalités socio-économiques flagrantes persistent. Cela également nourrit le sentiment de rancoeur. Nos partenaires aussi le sont, fatigués. Nous croyons cependant que l'effort consenti depuis quelques années, pour une meilleure reconnaissance et une meilleure visibilité de l'organisation communautaire en CLSC, comme dans toute la société québécoise, commence à être récompensé: le rapport **Rochon** reconnaissait enfin au travail communautaire un rôle d'utilité publique; le rapport **Harnois** faisait des *partenaires communautaires* un élément clé de sa politique; le rapport **Brundtland** sur le *développement durable* mettait beaucoup d'emphasis sur l'*action locale*, comme pendant nécessaire à la *pensée globale*.

Forts nous le sommes plus que jamais, d'avoir surmonté les divisions, la crainte de nous mettre en relief, de promouvoir sur la place publique la somme et la qualité des travaux que nous poursuivons. Nous sommes satisfaits de ce premier programme triennal. Les critiques seront là, certainement. Mais les appuis aussi!

L'effort et le sérieux apportés à rédiger cette programmation devront se poursuivre par le développement de moyens de rétroaction. Ceux-ci venant des organismes collaborateurs et de la population ainsi que des autres équipes et programmes du CLSC. De telles boucles de rétroaction devraient nous permettre d'ajuster notre tir en cours de réalisation du plan. D'ici trois ans, les problèmes auxquels s'attaque la programmation ne seront sans doute pas tous résolus. On peut cependant croire que la population du quartier, ses organismes et notre équipe se trouveront mieux armés pour y faire face.

C'est plus qu'un souhait que nous formulons: c'est un défi à relever!

Bibliographie

ATELIER D'HISTOIRE HOHELAGA-MAISONNEUVE, *Hochelaga-Maisonneuve: portrait 1984*, juin 1984, 85 pages.

DULUDE S. et LACHAPELLE O., *Bref résumé des études statistiques qui font un portrait du quartier Hochelaga-Maisonneuve*, Document de travail, Module socio-communautaire, CLSC Hochelaga-Maisonneuve, septembre 1985, 32 pages.

ERLICH J., ROTHMAN J. et TROPMAN J., *Strategies of Community Organization*, Éditions F. Cox, 4e édition, Peacock Publishers Inc., Itaska, 1987.

FAVREAU L., *Mouvement populaire et intervention communautaire de 1960 à nos jours. Continuités et ruptures*, Éditions du Fleuve et le Centre de Formation Populaire, Montréal, 1989.

GROSSER C.F. et MONDROS J., *Pluralism and Participation: The Political Action Approach*, Theory and practice of community social work, Columbia University, New York, 1985, pages 154 à 178.

LACHAPELLE O., *Portrait socio-économique du quartier Hochelaga-Maisonneuve*, Module socio-communautaire, CLSC Hochelaga-Maisonneuve, janvier 1986, 46 pages.

LA COMMISSION MONDIALE SUR L'ENVIRONNEMENT ET LE DÉVELOPPEMENT, *Notre avenir à tous* (Rapport Brundtland), Éditions du Fleuve, Montréal, 1988, 432 pages.

LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LES SERVICES DE SANTÉ ET LES SERVICES SOCIAUX, *Rapport de la Commission...* (Rapport Rochon), Les Publications du Québec, Montréal, 1988, 803 pages.

COMITÉ DE LA POLITIQUE DE SANTÉ MENTALE, *Pour un partenariat élargi* (Rapport Harnois), Les Publications du Québec, Montréal, 1987, 185 pages.

LÉVESQUE M., *Le cadre et les enjeux inhérents au développement des conditions socio-économiques du quartier Hochelaga-Maisonneuve et des autres quartiers de Montréal*, Montréal, 1980, 201 pages.

MALETTE, MAJOR, MARTIN, *Hochelaga-Maisonneuve: bilan et perspectives*, réalisé pour le compte du Programme Action Revitalisation Hochelaga-Maisonneuve, septembre 1986, 78 pages.

PAQUET G., *Santé et inégalités sociales, un problème de distance culturelle*, Institut québécois de recherche sur la culture, Document de recherche sur la culture no.21, 1989, 131 pages.

PROVOST M., DAHER P., ROY M., *La situation des jeunes dans Hochelaga-Maisonneuve*, Concertation Jeunesse Hochelaga-Maisonneuve, 2e trimestre 1988, 96 pages.

STATISTIQUE-CANADA, *Profil, recensement 1986*, Ministère des Approvisionnements et Services Canada, Ottawa 1988, Catalogues 95-129 et 95-130.

STATISTIQUE-CANADA, *Données démographiques et sur le revenu, pour régions définies selon le code postal*, 1984.

ANNEXE

Pluralisme et participation: un modèle socio-politique d'organisation communautaire

Préambule

Le texte qui suit fut l'objet de discussions au sein de l'équipe d'organisation communautaire et fut retenu comme la "définition" de l'organisation communautaire qui correspondait le mieux à notre pratique au CLSC. Construit à partir d'une traduction libre d'un document de **Charles Grosser et Jacqueline Mondros** (1985), nous avons tenté de l'adapter aux réalités québécoises et à celles de notre quartier. La façon dont les auteurs ont su décrire les différents niveaux et les objectifs de l'organisation communautaire, nous paraissait respectueuse de la réalité complexe de l'intervention. Par rapport à d'autres ouvrages consultés, les quatre stratégies organisationnelles de Grosser et Mondros s'avèrent plus fidèles aux objectifs de l'organisation communautaire que nous menons.

Cette philosophie d'action, qui a le grand mérite d'avoir fait consensus au sein de notre équipe, ne se présente pas comme une série de recettes ou de techniques d'intervention. Nous avons cru important de l'annexer à notre programmation afin de donner une vision de la multiplicité des objectifs et des conditions de la pratique d'organisation communautaire, aujourd'hui en 1990. Nous souhaitons que cela servira à mieux faire connaître cette pratique professionnelle et contribuera au débat devant se poursuivre sur son orientation.

Introduction

*L'organisation communautaire ne peut créer le mouvement social, elle ne peut **tirer la rivière**, mais seulement y naviguer.*

L'action sociale et politique fut partie intégrante du **travail social**, du début du siècle jusqu'en 1948 (luttés pour les écoles, le logement social, les lois sur le travail des enfants...), moment où un modèle consensuel plus conservateur, prôné par Kenneth Pray, prit le dessus sur le modèle conflictuel. (C'était aussi la période du MacCartisme aux États-Unis). Pendant cette période de près de 20 ans (1948-1968) une école contestataire telle celle d'Alinsky dû se développer de façon isolée, en opposition même aux écoles officielles de travail social.

Au Québec aussi, les vingt années d'après guerre furent des années de domination d'un modèle consensuel du travail social, axé sur les déficiences individuelles et une perspective intégratrice, fonctionnaliste des rapports humains. Avec les années 60 et la contestation tous azimuts à laquelle furent soumis les modèles antérieurs, une école de pensée comme celle d'Alinsky ou certaines écoles marxistes radicales purent avoir droit de cité dans l'enseignement et la pratique du travail social. Après la période de conformisme, ce fut une période où le conflit devint le premier, sinon le seul principe d'action sociale. Aujourd'hui, à l'orée des années 90, défendre une conception pluraliste de l'organisation communautaire, c'est défendre le droit, le devoir de tenir compte de la dimension conflictuelle des rapports sociaux, tout en affirmant la diversité des niveaux d'intervention que nous devons orchestrer quand il s'agit de l'avancement pratique et concret des conditions de vie de communautés locales défavorisées.

4 prémisses fondamentales sur la société

Inégalité

Le fait que les personnes pauvres et les minorités visibles reçoivent moins de ressources de la société et souffrent davantage de ses maux que les personnes favorisées est encore plus typique de la société nord-américaine que la "tarte au sucre".

Nous ne considérons pas les personnes appauvries comme seules responsables de leur sort, ni comme incompetentes. Les incompetences personnelles sont le lot des favorisés comme des défavorisés. C'est l'inégalité des pouvoirs économiques et politiques, pas les anomalies individuelles qui définissent les classes défavorisées dans leur oppression.

Exclusion

La participation à la société ne va pas de soi; conséquence de l'inégalité, l'accès aux mécanismes décisionnels, de pression, d'influence, de représentation est non seulement inégal, mais impossible à atteindre pour beaucoup de groupes, de couches de la société. Pour ceux-là, la société se résume à un groupe local, un réseau familial ou primaire, un bout de rue ou un coin de village. Certains groupes se sentent exclus et se referment sur eux-mêmes.

De là l'importance du **Développement personnel et du support moral** ou *Moral building*, pour certaines cibles d'action, avant d'en arriver, s'il y a lieu, à l' **Acquisition de pouvoir** ou *Power transfer*.

Pouvoir

Troisième mot cardinal: le pouvoir. Il est élitiste. Il est inscrit différemment, de façon discrétionnaire, dans des institutions qui deviennent des châteaux forts, dans des régions qui se développent au détriment des autres... Cette diversité et cette dispersion dans la distribution des pouvoirs fournissent un contexte viable pour une pratique politique de l'organisation communautaire. C'est parce que le pouvoir n'est pas monolithique, qu'il y a des failles, des interstices et des contradictions dans la structure du pouvoir dominant, qu'il est encore possible d'avoir de l'influence sur des questions spécifiques. Le mouvement continu des alliances, des coalitions, des agrégations, constitue le terrain même de l'organisation communautaire.

Conflit

Le conflit est une partie intégrante, **inévitabile** de la société. C'est une conséquence de l'interaction sociale dans un monde qui génère inégalité et exclusion. C'est un mécanisme social par lequel le changement s'installe. **Les professionnels de l'organisation communautaire ne créent pas les conflits, ni les processus sociaux, ils tentent seulement de les comprendre.** Ils peuvent cependant, quelques fois, influencer la direction qu'un conflit prendra, le moment stratégique où il se produira, qui en bénéficiera ou même la façon dont il se résoudra.

Quels objectifs de changement?

En tant qu'agents de changement social, il y a trois sortes de changements que nous sommes amenés à promouvoir, à faciliter, à mettre en branle: le cheminement personnel, le développement des habiletés et des compétences, la responsabilité/imputabilité.

Cheminement personnel

Aider les individus aliénés, dominés, à acquérir une meilleure image d'eux-mêmes, une estime de soi plus grande et une capacité d'avoir quelque influence sur le milieu. L'action sociale et communautaire peut être vue comme une façon d'acquérir une telle estime. Des organismes tels: la Coopérative d'action communautaire, le Pavillon d'éducation communautaire, le Chic Resto-Pop, le CARRE, le Carrefour Familial Hochelaga, La Marie Debout... permettent à des individus pleins de potentiel de se découvrir et de se déployer pour gagner en habiletés, mais surtout en confiance en eux-mêmes.

Habiletés

Les nombreuses habiletés nécessaires pour participer à une organisation, quelle qu'elle soit, s'acquièrent au mieux dans la participation! À l'intérieur d'un petit groupe permettant une première expérience, le savoir faire et les habiletés techniques et sociales (socio-affectives) croissent, dans la mesure où l'organisme s'inscrit dans un processus de promotion ou de changement social. Les habiletés acquises sont indélébiles et serviront aux individus comme aux organismes qui ont permis leur développement. L'individu, le réseau auparavant isolés s'engageront dans une activité plus large.

Responsabilité/imputabilité

La participation est un mécanisme de gouvernement essentiel: intégré ou parallèle, consensuel ou conflictuel, le comité de citoyens est un moyen de rendre responsables les bureaucraties de ce qu'elles font ou ne font pas. Rendre visibles les décisions et les processus de décisions par la critique et la participation, c'est une façon de garder en vie la démocratie, tout en créant des conditions de croissance, d'apprentissage et de changement.

La mise en place de programmes nationaux de plus en plus complexes oblige l'action de comités locaux vivants et vigilants afin que les communautés locales obtiennent bien ce à quoi elles ont droit.

Rôles de l'organisateur communautaire

Éducation

- Analyser des problèmes, les résoudre
- Aider les gens à se défaire de leurs préjugés envers eux-mêmes
- Libérer le potentiel de chaque membre de la société et non pas d'une seule partie, suivant une seule ligne étroite
- Structurer, maintenir l'organisation, grâce aux assemblées, aux tâches administratives.

Développement de ressources

- Par la recherche
- Par la recherche de financement
- Par la sélection du personnel et l'embauche
- Par l'obtention de locaux et de matériaux nécessaires aux activités.

Mobilisation

- Amener les gens à passer à l'action, à transgresser les préjugés qu'ils ont face à eux-mêmes, à réaliser ce qu'ils croient ne pas pouvoir faire...

La prise de conscience de sa situation et du fait qu'elle est commune à plusieurs amène à l'action. La méthode socratique qui permet d'accoucher les esprits de pensées qu'ils contiennent sans le savoir, se révèle toujours utile, tant pour ouvrir l'esprit de personnes dominées que pour démasquer les intentions réelles derrière certains discours officiels.

Les organismes communautaires

Les organismes légalement mandatés

Le CLSC est une institution reconnue, légalement mandatée et intégrée au réseau public-para-public. Il est toutefois différent des institutions traditionnelles par le niveau de participation sociale qu'il a suscité au début, et suscite encore (*beaucoup plus que l'hôpital ou l'école*).

Ces formes de participation institutionnalisée ont-elles été de la récupération pure et simple? De l'acquisition de pouvoir et d'influence par de nouvelles classes d'élites petites-bourgeoises? Un pouvoir soutiré grâce à la participation ponctuelle des classes populaires...?

Aujourd'hui les comités conseils d'arrondissement à Montréal peuvent sembler être le nouveau lieu de cette "participation mandatée" élargie.

Cette participation aux formes légales, bien que limitée dans son pouvoir, permet non seulement à des représentants autrefois exclus de *faire leurs armes*, mais donne aussi des moyens supplémentaires d'influencer les politiques officielles locales, régionales ou nationales. D'autres formes de participation légalement mandatée: le Conseil Consultatif des femmes (québécois ou canadien), le comité paritaire de Santé-Sécurité, les comités d'écoles...

Cette participation aux instances officielles sert souvent plus à **résister à une érosion supplémentaire des droits et services** qu'à implanter des changements substantiels des structures et des pouvoirs. D'autre part cette seule forme de participation ne suffit pas à éliminer les iniquités qu'ont à subir les communautés locales: parce que les actions locales sont le plus souvent des réactions aux décisions d'administrations et de politiques; parce que les intérêts d'un groupe local ne sont pas nécessairement compatibles avec ceux d'autres groupes locaux. Finalement, malgré ces limites, la participation à des organismes légalement mandatés ne doit pas être négligée ou délaissée.

Les organismes autonomes issus du milieu

Plusieurs, la plupart même des organismes générés par la participation des citoyens ne sont pas mandatés par la loi, ou encadrés par une institution locale. Dans une société de plus en plus complexe, le

besoin des citoyens de se sentir partie d'un environnement significatif, de combattre l'anonymat, est de plus en plus grand. L'énergie de ces groupes autonomes n'est pas sans rappeler les mutuelles d'entraide, les groupes culturels et les clubs de locataires mis sur pied par les immigrants du début du siècle. Dans un petit groupe autoporté de pairs, l'individu accroît son sentiment de bien être, d'autonomie et de pouvoir. Le besoin d'avoir un impact sur le monde, de plus en plus grand et complexe, devient plus réalisable par le biais de ces petits groupes.

La confiance dans les responsables politiques et les mécanismes démocratiques des institutions a été grandement secouée par les événements des dernières décennies (Vietnam, Watergate, assassinats politiques aux USA; loi des mesures de guerre, défaite référendaire, crise de 1982). N'ayant plus confiance dans les mécanismes institutionnels de représentation, les citoyens veulent prendre en main leur destinée.

Un organisme peut changer: commencer en groupe autonome puis devenir légalement mandaté. Quelques fois, des organismes légalement mandatés peuvent contribuer à la mise sur pied d'organismes autonomes. Les deux types d'organismes sont deux formes que prend la lutte pour la mise sur pied de mécanismes de décisions pluralistes.

Les organismes intermédiaires

Alors que la description de Grosser et Mondros correspond bien à ce que nous avons connu durant les années 70, il semble nécessaire aujourd'hui de préciser ce modèle en ajoutant un type d'organisme intermédiaire.

Des organismes autonomes sont de plus en plus encadrés par des **programmes nationaux**, sans pour autant devenir des institutions légalement mandatées telles un CLSC ou un comité paritaire relevant de la CSST.

De fait, à travers des programmes nationaux, ils remplissent des mandats d'intérêt publique, sans être surveillés, encadrés ou réglementés au même point que des institutions para-publiques. Ce qui leur confère une marge de manoeuvre ou une autonomie plus grande. Cependant cette autonomie est souvent maintenue au prix d'une plus grande précarité dans les conditions de financement.

Les centres d'hébergement pour femmes violentées sont sans doute le meilleur exemple d'organismes autonomes quasi-institutionnels. On peut aussi penser aux groupes de ressources techniques pour coopératives d'habitation (GRT), aux services externes de main d'oeuvre (SEMO) ... Est-ce seulement une "voie de transition" entre les deux types d'organismes, ou est-ce l'émergence d'un troisième type qui deviendra plus permanent, de "quasi-institutions"?

L'arrivée de ce type intermédiaire d'organisme communautaire "programmé", sinon légalement mandaté, correspond aussi à une période de recul du "libéralisme" des belles années, celles de la compagnie des jeunes Canadiens, suivies de la période "grasse" des Projets d'initiatives locales, Perspective Jeunesse, Canada au Travail, différentes appellations des interventions fédérales en matière de développement de l'emploi où des politiciens donnaient sans vraiment demander de comptes! Peut-on espérer faire marche arrière et revenir à une forme de subventions plus libérales, dé-programmer les programmes!? Ou la lutte pour le maintien du **pouvoir autonome** de ces organismes contre les tendances au contrôle des programmes nationaux n'exigera-t-elle pas une **formalisation des coalitions actuelles**, afin d'arracher un peu de pouvoir aux fonctionnaires invisibles et aux députés de l'arbitraire? La relative et virtuelle reconnaissance des organismes communautaires par le MSSS dans le cadre de ses Orientations, participation de ceux-ci au collège électoral et aux conseils d'administration, peut être interprétée comme un pas dans le sens d'une telle formalisation du pouvoir des organismes autonomes.

Malgré leurs différences, les organismes autonomes et ceux légalement mandatés ont des points en commun:

- ils sont reconnus légalement (incorporés)
- des organismes, même autonomes, reçoivent souvent des subventions gouvernementales, ont des représentants au conseil d'administration d'autres organismes, institutionnels quelques fois.

Bien que les organismes autonomes ne soient pas formellement mandatés, leurs activités s'inscrivent dans le courant du pluralisme démocratique où ils ont un rôle à jouer et sont reconnus socialement à ce titre.

Quatre stratégies organisationnelles

- Le développement personnel et le support moral
- La résolution de problèmes
- L'appropriation de fonction
- L'acquisition de pouvoir

Développement personnel et support moral

Certains organismes, qu'ils soient légalement mandatés ou autonomes, seront plus que d'autres centrés sur cette stratégie du développement personnel et de support moral: groupes de personnes âgées, sociétés culturelles ou ethniques...

Les organismes centrés sur cette stratégie auront tendance à identifier leurs *objectifs de changement* à **des changements d'attitude et de comportement** de leurs membres. Les *tactiques* liées à cette stratégie sont la plupart du temps de **collaboration et de coopération**, le conflit étant vu comme néfaste au moral des troupes!

Les *structures* de cet organisme-type sont plutôt lâches ou **informelles**, reflétant les relations d'amitié et de réseau primaire qui lient les membres. Il n'y a pas d'*idéologie* codifiée dans une telle organisation, mais plutôt une cohésion **centrée sur le processus**, lui-même fondé sur la croyance que le changement social vient à mesure que les gens se sentent mieux dans leur peau.

Un tel organisme n'est que rarement vu comme dérangeant ou dangereux pour l'ordre établi, puisqu'il ne demande pas de changements institutionnels. Aussi sera-t-il plus facilement subventionné, supporté et reconnu par le pouvoir en place.

Résolution de problèmes

L'organisme fondé sur une telle stratégie voit l'intervention rationnelle et l'assistance technique comme pouvant résoudre les problèmes des groupes désavantagés.

Les commissions et les conseils de planification sont des organismes légalement mandatés de ce type. Les citoyens participant à un C.A. de CLSC se trouveraient pour la plupart à suivre cette stratégie:

- planification de nouveaux services
- intégration et coordination des services existants
- développement des relations entre les groupes et les institutions de la communauté.

On pourrait situer du côté des organismes autonomes, les tables de concertation-jeunesse et les autres outils de concertation-planification. En plus de cet aspect planification, des organismes autonomes peuvent être centrés sur la **résolution de problèmes**: CARRE, garderies populaires, associations de locataires, certains plateaux de travail, Programme action revitalisation H-M (PAR-H-M).

La *motivation* en vue d'un changement social vient, dans le cas de ces organismes, de l'**écart** qui est perçu **entre les services nécessaires et les services offerts** dans la communauté. Le changement induit par un tel organisme peut être un nouveau service à la communauté ou une nouvelle façon de faire au sein des services existants.

Les *tactiques* utilisées dans le cadre d'une telle stratégie sont le plus souvent de **collaboration**.

La *structure* est **plus formelle** que la précédente, les membres sont d'abord orientés vers les tâches à accomplir plutôt que vers leurs relations inter-personnelles. Les bénéfices retirés par les membres sont d'abord instrumentaux: un service, un bien...

L'*idéologie* sous-jacente à cette stratégie est **peu codifiée** et d'abord basée sur la croyance que les problèmes de la communauté peuvent être **résolus rationnellement** et les solutions systématiquement implantées.

À cause de leurs exigences pour combler des manques dans le réseau ou dans la qualité des services offerts, de tels organismes rencontrent souvent des oppositions, bien que leur orientation "rationnelle" de réso-

lution de problèmes les amènera le plus souvent à des négociations et à des compromis, si nécessaire.

Appropriation de fonction

Plutôt que de tenter de changer les systèmes existants, qui ne rendent pas ou rendent mal les services qu'ils devraient rendre à la communauté, la stratégie d'appropriation de fonction s'oriente vers ce qu'on appellerait l'alternative: faire entre-nous, autrement. Non pas seulement l'alternative dans le sens d'opposition politico-idéologique, mais dans le sens de réseaux de pairs où l'entraide remplace souvent l'intervention professionnelle ou institutionnelle: les AA, un réseau de femmes mastectomisées, un réseau de défense des droits, une coopérative alimentaire, d'habitation ou de travail, une union de crédit agricole.

Les membres d'un tel organisme y adhèrent pour se libérer d'une liaison avec un réseau de services inadéquats.

L'*objectif de changement* est centré sur le **service adéquat** à offrir. L'organisme est vu comme le seul capable de répondre correctement aux besoins de ses membres. À ce titre les relations entre les membres sont de collaboration et il y a peu de liens avec les institutions extérieures. La *structure* d'un organisme "alternatif-coopératif" tend à être **plus formelle** que dans les modèles de stratégies précédents: la production du service a ses exigences.

Les *relations entre les membres* sont à la fois **fraternelles et instrumentales**: fraternelles parce que partageant des buts communs et la propriété d'un organisme; instrumentales parce que les exigences de la production du service, les rôles de producteurs et d'usagers de services supposent des relations plus formelles.

Une *idéologie* plus **codifiée** unit cette organisation. Les **droits des membres**, les gains et les bénéfices qu'ils retirent, de même que la critique des services officiels ou institutionnels (les autres), tissent des liens étroits entre les membres, bien que la critique ne s'étendra pas nécessairement à la société en général.

Les relations d'un tel organisme avec les institutions en place seront souvent conflictuelles et vues comme dérangeantes par les élites et les pouvoirs. Par exemple, les AA sont souvent mal vus par les cliniques professionnelles de désintoxication.

Acquisition de pouvoir

La stratégie d'acquisition de pouvoir s'appuie sur la conception que les décisions de la société sont basées sur le pouvoir et que seule la création d'un puissant contre-pouvoir peut influencer ce processus. L'organisme basé sur une telle stratégie tentera de sortir les prises de décisions des enclaves où elles sont actuellement pour les remettre entre les mains des principaux concernés. Des exemples de telles stratégies organisationnelles du côté des organismes légalement mandatés:

- les agences de santé aux USA
- les CLSC dans la forme actuelle de leur conseil d'administration
- les comités aviseurs de subventions communautaires
- les associations professionnelles.

Les activités découlant de telles stratégies sont décisionnelles:

- affectation de ressources
- contrôles professionnels
- planification de développements.

Du côté des organismes autonomes, des organisations de femmes au travail, de citoyens âgés, de citoyens pour l'action (aux USA), qui

- forcent des institutions prêteuses à investir dans les communautés locales (le PAR-HM en serait-il le pendant local?)
- négocient/établissent des conditions pour les femmes dans certaines industries
- font campagne pour des "prescriptions à un dollar" pour des retraités (USA).

Les organismes quasi syndicaux, aptes à négocier au nom des groupes de citoyens des avantages ou des amendements aux structures actuelles: AQDR à certains moments, OPDS à d'autres...

C'est une *stratégie* le plus souvent **conflictuelle** qui vise à briser le statu quo, à transformer une situation oppressante, à rechercher l'égalité, cela en établissant une base économique ou politique permanente.

Les *objectifs de changement* sont habituellement spécifiques, relatifs au **comportement inacceptable d'une institution locale**.

S'organiser pour **acquérir de l'influence** est vu comme la seule façon d'apporter le changement. Le changement par le conflit, la collaboration n'étant envisageable que lorsque l'organisme a établi son pouvoir.

À ce moment, la menace du conflit, implicite dans la position même de l'organisme, rend la collaboration possible.

La *structure* de cet organisme est **formelle**. Les *relations entre les membres* sont basées sur leur **engagement dans l'organisation**. La discipline est nécessaire pour mobiliser dans l'action collective suffisamment de forces pour faire face, dans la bataille, à des machines puissantes.

Les participants tentent d'obtenir un bénéfice immédiat, à travers des petites luttes successives, mais ils se voient comme **partie prenante d'un mouvement social plus large**, contribuant à l'émergence d'un monde meilleur. Les gains tirés de ces victoires partielles sont secondaires par rapport à l'augmentation du pouvoir et de la crédibilité qui les accompagne.

L'*idéologie* associée à cette stratégie est souvent élaborée et articulée **par les participants** et elle devient de ce fait une partie importante de la construction de l'organisme. Cette idéologie peut prendre la forme de cours rudimentaires sur les classes sociales demandant la redistribution des richesses et du pouvoir. Cette **exigence de décentralisation du pouvoir** aux mains des organismes locaux communautaires est génératrice de conflits. L'opposition que rencontre cette stratégie chez les détenteurs du pouvoir est vue, par les organisateurs et les membres de l'organisme, comme amenant de l'eau au moulin de la lutte!

* * *

Des stratégies ni étanches, ni exclusives

Ces quatre stratégies ne sont pas mutuellement exclusives: un organisme centré sur l'acquisition de pouvoir portera attention au moral de ses troupes, et ce faisant, manifesterá les caractéristiques d'un organisme de développement personnel et de support moral. De la même façon, un organisme de développement personnel et de support moral peut être confronté à une situation qui ne sera résolue que par une stratégie d'appropriation de fonction ou d'acquisition de pouvoir.

Ces modèles n'existent pas de façon "pure", mais ils expriment les **qualités dont un organisme doit faire preuve à un moment donné de son histoire**.

Par exemple, un groupe autonome de voisinage ou de locataires peut combattre les listes noires de locataires d'un point de vue *d'acquist-*

tion de pouvoir, opérer un projet de rénovation de maisons pour des acheteurs à faible revenu, d'un point de vue d'appropriation de fonction, développer des propositions législatives et de planification urbaine pour la rénovation du quartier, d'un point de vue résolution de problèmes et organiser des soirées culturelles, d'information et de recrutement d'un point de vue développement personnel.

De plus, cet organisme hypothétique pourrait être désigné comme comité local de planification, et à ce titre recevoir un mandat légal de la municipalité.

Les variations dans les activités, l'idéologie, la motivation, les structures, les tactiques et les buts présentés dans les modèles théoriques permettent de saisir la diversité des capacités des organismes, les connaissances et les habiletés diverses qu'elles requièrent.

Cette approche permet d'identifier les différentes composantes de l'action sociale et politique dans une société pluraliste et les différents niveaux de changements possibles, à travers une diversité de stratégies.

Nous voyons des bénéfices réels dans une stratégie d'action qui permettra à des gens de se sentir plus satisfaits d'eux-mêmes et de leur environnement. Les individus, membres de l'organisme, croîtront à mesure qu'ils acquerront de nouvelles habiletés à s'adresser aux autres, en échangeant de l'information, en négociant et en se confrontant. La plupart du temps, ces comportements, ces attitudes et ces habiletés nouvellement acquis seront utilisés dans **la vie sociale, familiale et professionnelle** du participant et non seulement dans sa vie associative.

L'approche d'action sociale et politique suggère qu'il y a plusieurs façons de gagner des bénéfices matériels pour la communauté.

- Atteindre un consensus acceptable autour de normes et de valeurs, au moins pour les participants, grâce au développement personnel et au support moral.
- Développer de nouveaux services pour les membres de la communauté, par l'appropriation de fonction et la résolution de problèmes.
- Tenir les institutions locales responsables de leurs actes, grâce à une stratégie d'acquisition de pouvoir, permettant d'accroître les bénéfices pour la communauté, tout en augmentant le sentiment de pouvoir et de puissance des membres.

Les contraintes du financement

Travailler à développer des contre-pouvoirs ou même, plus simplement, à trouver des solutions à des problèmes concrets, cela ne va pas de soi du point de vue des décideurs et des bailleurs de fonds auxquels il faut faire appel. Surtout depuis quelques années, les organismes communautaires ressentent des contraintes de plus en plus fortes. Des contraintes qui prennent la forme de conditions et d'orientations imposées de l'extérieur à l'organisme, pour avoir droit au financement; de diminution ou de gel du financement disponible; de concurrence imposée entre les organismes pour obtenir le même "magot"; ou encore du financement interrompu, une année on l'a, l'autre pas... Les organismes *légalement mandatés* développant une stratégie d'acquisition de pouvoir, peuvent voir leurs bailleurs de fonds nommer et choisir des représentants (pour une commission, un conseil) qu'ils pensent pouvoir contrôler.

D'autres fois, les bailleurs de fonds refusent carrément de financer des organismes qui s'occupent de causes trop explosives de peur de perdre eux-mêmes leurs fonds, ou l'appui du public.

Aussi, la plupart du temps, les organismes légalement mandatés opteront-ils pour des stratégies de développement personnel et de résolution de problèmes, qui ne soulèvent que peu d'opposition.

Des participants et des travailleurs d'un tel organisme pourraient tenter de développer une stratégie d'appropriation de fonction ou d'acquisition de pouvoir, en recrutant des membres sympatiques à leur cause pour le comité aviseur (ou en s'alliant certains membres du même comité), en mobilisant l'opinion publique et le support public, ou encore en négociant des compromis sur d'autres terrains.

Il est clair cependant que la position du travailleur communautaire est vulnérable lorsqu'il est embauché par un organisme public. On a vu souvent des programmes réorientés ou coupés parce qu'ils deviennent dangereux ou dérangeants.

Quant aux *organismes autonomes* qui ont plus souvent tendance à suivre des stratégies d'appropriation de fonction ou d'acquisition de pouvoir, ils courent des dangers différents:

- développer des attentes idéalistes, irréalistes ou encore,
- tomber dans un mouvement de résistance au changement,

—ou bien, ils peuvent être utilisés, dans des conflits de pouvoir, par l'organisme bailleur de fonds.

Un bon **plan de travail**, à court, moyen et long terme, permettra de combattre les attentes irréalistes.

Alors que des **activités éducatives** permettront de contrer les effets de réaction (ex: un coin de quartier, de rue qui s'oppose à l'ouverture d'une maison d'hébergement pour personnes handicapées); des activités de résolution de problèmes et de développement personnel permettront de mettre un frein aux tentatives de récupération du parrain (par exemple, les PDE qui pervertissent ou transforment les objectifs des organismes communautaires).

Les attentes et les buts différents ou même concurrents du bailleur de fonds demanderont de la vigilance, mais cette difficulté n'est pas insurmontable. Les participants devront être conscients qu'il faudra porter attention à ce problème de temps à autre. Ils devront trouver des solutions pratiques devant ces difficultés et voir ces situations comme des occasions de développement et de croissance, plutôt que des barrières.

Organiser en des temps conservateurs

Les coupures dans les services sociaux se drapent souvent de concepts démocratiques: décentralisation, entraide, action locale. On veut laisser aux communautés locales le soin de décider qui et où couper...

On tente d'appliquer au politique et au social, les problèmes et les solutions de l'économique. Il faudra apprendre à redire les choses, à lever les ambiguïtés et à distinguer clairement entre le système économique et le système politique. Sans quoi, beaucoup de petites gens continueront de voter pour des politiques qui sembleront les aider, mais qui auront, au contraire, pour effet de les opprimer encore plus.

Par ailleurs, en des temps de conservatisme et de réduction des dépenses sociales, nous devons nous appuyer sur les traditions pluralistes, démocratiques et participatives pour mobiliser l'attention, la conscience et ajouter à nos efforts traditionnels sur le terrain politique et social, le développement d'institutions à caractère économique. C'est déjà ce que nous avons tenté de faire, depuis quelques années au CLSC, par notre participation à la création de certaines ressources communautaires à caractère économique: Corporation de développement économique et communautaire (CDEC), Groupe de support aux initiatives jeunesse (GSIJ).

Et l'avenir

Après la décennie 70, qui fut marquée, au Québec et ailleurs dans le monde, par le radicalisme du discours et des exigences du mouvement communautaire, les années 80 ont marqué un recul certain de la vigueur et de la combativité des mouvements sociaux exigeant plus d'équité, de justice et de solidarité. Seuls les mouvements féministe et écologiste auront continué de croître en influence et en importance, alors que les mouvements syndical, nationaliste et socialiste ont vu leurs effectifs diminuer notablement. La décennie qui s'ouvre, chargée d'un taux de chômage qui s'est peu résorbé depuis la crise de 1981, avec la menace d'une autre récession, sera-t-elle, dernière décennie du siècle, celle de la marginalisation (dualisme) définitive de régions et de populations entières? Ou la détente politique perceptible entre les grands de ce monde, associée aux sensibilités nouvelles par rapport à l'environnement, entre autres, permettra-t-elle à un nouvel humanisme, à des solidarités renouvelées de croître?

Nous ne pouvons répondre à ces questions générales, ni avoir une influence déterminante sur des enjeux de cette ampleur. Nous savons seulement que les changements globaux ne seront rien s'ils ne se traduisent pas par des changements locaux; que les solidarités nouvelles comme anciennes, naissent et croissent grâce à la participation active des personnes aidées. Le supplément de bien-être et de santé que certains décideurs disent encore vouloir pour demain, ne viendra pas sans un travail acharné de tous les jours, sur les consciences, les structures et les habitudes, sur les intérêts contradictoires qui divisent notre société mais qui, aussi, la mobilisent.